

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 144
N° 20

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 18
no Me 1995

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Pages

Décret n° 95-413 du 19 avril 1995 portant répartition de la dotation globale d'équipement des communes pour l'année 1995. (Extraits). (Arrêté de promulgation n° 494 DRCL du 4 mai 1995).	1059
Décret n° 95-468 du 27 avril 1995 modifiant le code de la sécurité sociale (troisième partie : Décrets) et relatif à la situation des fonctionnaires de l'Etat et des magistrats en Polynésie française au regard de l'assurance maladie-maternité (prestations en nature). (Arrêté de promulgation n° 512 DRCL du 11 mai 1995).	1060

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 496 DRCL du 5 mai 1995 modifiant l'arrêté n° 416 DRCL du 18 avril 1995 relatif à l'heure d'ouverture des bureaux de vote de la commune de Taputapuata pour le second tour de l'élection du Président de la République.	1061
Arrêté n° 504 DRCL du 9 mai 1995 portant convocation des électeurs en vue du renouvellement général de conseils municipaux des 11 et 18 juin 1995.	1062
Arrêté n° 514 DRCL du 11 mai 1995 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée.	1062
Arrêté n° 515 DRCL du 11 mai 1995 instituant une commission de propagande pour le renouvellement des conseils municipaux dans les communes de Bora Bora, Huahine, Tahaa, Taputapuata et Uturoa.	1065
Arrêté n° 516 DRCL du 11 mai 1995 instituant une commission de propagande pour le renouvellement des conseils municipaux dans les communes de la subdivision des Iles du Vent.	1066
Arrêté n° 517 DRCL du 11 mai 1995 portant création de la commission locale de tarification des documents électoraux.	1066
Arrêté n° 518 DRCL du 11 mai 1995 portant création des commissions de contrôle des opérations de vote dans les communes de Papeete et Faa'a.	1067

EXTRAITS

Arrêté n° 499 DRCL du 9 mai 1995 portant levée de la mesure de placement d'office à l'hôpital de Vaïami de M. Moanarii Tehahe.	1067
--	------

ACTES PRIS CONJOINTEMENT**CONVENTIONS ETAT-TERRITOIRE**

Convention n° 26-95 du 28 avril 1995 relative aux actions en faveur de l'aide aux créations d'emplois et au développement local.	1068
Convention n° 27-95 du 28 avril 1995 relative au financement des chantiers de développement local pour l'exercice 1995.	1070
Convention n° 28-95 du 28 avril 1995 - Avenant à la convention-cadre du 30 juin 1992 relative à la mise en œuvre des chantiers de développement local.	1071

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES****EXTRAITS**

Arrêté n° 502 CM du 5 mai 1995 autorisant la déviation d'une portion de domaine public fluvial traversant une parcelle de terre cadastrée section L n° 258, commune de Punaauia, et sa canalisation.	1072
Arrêté n° 503 CM du 9 mai 1995 portant nomination de Mlle Nicole Bouteau, chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim.	1072
Arrêté n° 506 CM du 9 mai 1995 portant répartition partielle des crédits de paiement de l'exercice 1995.	1072
Arrêté n° 507 CM du 9 mai 1995 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 6-95 CAH du 26 janvier 1995 reconduisant, au titre de l'exercice 1995, une indemnité de sujétion mensuelle aux agents exerçant les fonctions de responsable de service ou de bureau au sein de l'établissement.	1072
Arrêté n° 508 CM du 9 mai 1995 approuvant le cahier des charges portant concession du centre culturel et de loisirs de Outumaoro sis à Punaauia.	1072
Arrêté n° 509 CM du 9 mai 1995 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 1-95 CSPP du 4 avril 1995 relative à l'application des dispositions de la convention n° 84-48 du 21 novembre 1984.	1073
Arrêté n° 510 CM du 9 mai 1995 modifiant le modèle type de convention relative aux mesures fiscales incitatives applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle, prévu par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 et approuvé par l'arrêté n° 735 CM du 5 juillet 1990.	1073
Arrêté n° 511 CM du 9 mai 1995 portant modification de l'arrêté n° 179 CM du 20 février 1995 autorisant l'acquisition par le territoire d'un ensemble immobilier sis à Punaauia.	1073
Arrêté n° 513 CM du 9 mai 1995 portant modifications de l'arrêté n° 997 CM du 7 octobre 1994 relatif à l'acquisition de parcelles de terre pour la création de la route des Plaines.	1073
Arrêté n° 514 CM du 9 mai 1995 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Faaaha, commune de Tahaa, au profit de M. Yves Maiairi.	1073
Arrêté n° 515 CM du 9 mai 1995 accordant le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis à Reao, commune de Reao, au profit de MM. Garaura Talopu, Tearikitataoua Teaka, Mario Tuvaere Teahuotoga et Teenotairere Ninipua Moearo.	1074
Arrêté n° 516 CM du 9 mai 1995 modifiant les dispositions de l'arrêté n° 1235 CM du 2 décembre 1994 en ce qu'elles concernent M. Marcel Tapu Edouard Bonnet à Takaroa, commune de Takaroa.	1074
Arrêté n° 519 CM du 9 mai 1995 portant affectation d'une propriété domaniale sise à Maeva, commune de Huahine, au profit du service du tourisme.	1074
Arrêté n° 520 CM du 9 mai 1995 annulant les dispositions de l'arrêté n° 352 CM du 3 avril 1995 et rectifiant celles de l'arrêté n° 54 CM du 23 janvier 1995 en ce qu'elles concernent M. Natuanuevaru Ye On à Maupiti (îles Sous-le-Vent).	1074

- Arrêté n° 521 CM du 9 mai 1995 autorisant la conclusion de quatre conventions de cession d'actions de la société S.N.A. Tuhaa Pae détenues par le territoire aux sociétés Ihitai Apatoa-Nui, Porohiti-Nui, Faahotu la Tuhaa Pae, S.D.A.P. (Société de développement pour l'agriculture et la pêche). 1074
- Arrêté n° 522 CM du 9 mai 1995 - Rectificatif à l'arrêté n° 662 CM du 8 juillet 1994 mettant fin aux fonctions de M. Max Parayre en qualité de conseiller technique au ministère de l'éducation et de l'enseignement technique et portant règlement de sa situation administrative. 1075
- Arrêté n° 523 CM du 9 mai 1995 portant modification du montant des redevances pour l'extraction d'agrégats dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de la mer et dans les terrains privés. 1075

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

- Arrêté n° 138 PR du 5 mai 1995 portant modification des attributions du ministre de l'équipement, de l'énergie et des ports. 1075

MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

EXTRAITS

- Arrêté n° 1986 MFR du 4 mai 1995 portant ouverture et organisation d'un concours externe, sur titres, pour le recrutement d'un directeur informatique, agent contractuel relevant de la 1re catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affecté au service territorial de l'informatique. 1076
- Arrêtés n° 2012 et n° 2013 MFR du 5 mai 1995 portant ouverture et organisation de concours externes, sur titres, pour le recrutement d'un néphrologue et d'un pédiatre, agents contractuels relevant de la 1re catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affectés respectivement en qualité d'adjoint au service de néphrologie-hémodialyse et en qualité d'adjoint au service de néonatalogie du Centre hospitalier territorial. 1076
- Arrêté n° 2014 MFR du 5 mai 1995 portant ouverture et organisation d'un concours externe, sur titres, pour le recrutement d'un masseur-kinésithérapeute, agent contractuel relevant de la 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affecté à l'unité de rééducation fonctionnelle du Centre hospitalier territorial. 1077
- Arrêté n° 2049 MFR du 9 mai 1995 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'Association des parents d'élèves des écoles Faniimata et Putiaoro. 1077
- Arrêté n° 140 PR du 10 mai 1995 portant modification de la nomenclature des comptes du territoire. 1078
- Arrêté n° 2101 MFR du 10 mai 1995 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'Association des parents d'élèves de l'école Viénot et Maheanuu. 1078
- Arrêté n° 2102 MFR du 10 mai 1995 portant délégation n° 4-95 des crédits de paiement du budget 1995. 1078

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DE L'ENERGIE ET DES PORTS

EXTRAITS

- Arrêté n° 1994 MEP du 4 mai 1995 ordonnant la déconsignation d'une partie d'une indemnité d'expropriation versée à la Caisse des dépôts et consignations concernant le lot n° 3 de la terre Hauverovero nécessaire aux travaux d'aménagement de la route d'accès aux abattoirs territoriaux dans la commune de Papara. 1079

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

- Arrêté n° 2111 MEC du 10 mai 1995 portant délégation de signature du ministre de l'économie, du commerce et de l'artisanat à Mlle Nicole Bouteau, chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim. 1079

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA CULTURE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- Arrêté n° 1996 MER du 4 mai 1995 autorisant M. Ernest Amatahiapo à reconstruire et augmenter la capacité de stockage de la station-service Mobil Paea (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Paea). (Extraits). 1079

Arrêté n° 2106 MER du 10 mai 1995 autorisant M. Bernard Belzer à installer et exploiter un dépôt de bois et de produits finis (meubles) (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Moorea-Maiao). (Extraits).....	1084
--	------

EXTRAITS

Arrêté n°1995 MER du 4 mai 1995 autorisant, au titre de la régularisation, l'association de pêcheurs Farearoa à installer et exploiter une cuve d'hydrocarbures sur une parcelle de la terre Farearoa (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Tairapu-Ouest).....	1085
Arrêté n° 2107 MER du 10 mai 1995 autorisant, au titre de la régularisation, l'association des pêcheurs professionnels en haute mer de Hitiaa à installer et exploiter une cuve d'hydrocarbures (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Hitiaa O Te Ra).	1086

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

Arrêté n° 10-95 Prés./AT du 9 mai 1995 modifiant l'arrêté n° 90-50 Prés./AT du 5 octobre 1990 portant création du service des finances et de la comptabilité de l'assemblée territoriale.	1086
--	------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

Recommandation n° 95-2 du 25 avril 1995 du Conseil supérieur de l'audiovisuel à l'ensemble des services de radiodiffusion sonore et de télévision en vue des élections municipales des 11 et 18 juin 1995. (J.O.R.F. du 5 mai 1995, page 7126).	1087
---	------

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service de l'urbanisme.— 1°) Avis officiel n° L/95-03 AU du 4 mai 1995 informant tout propriétaire riverain que le service de l'urbanisme a été saisi par l'étude Vanhaecke et Clemencet, mandataire de M. Georges, dit René Quesnot, d'une demande d'autorisation de lotir en 27 lots sur les terres Tiahura 1 et Afaatetea 2 sises à Haapiti, commune de Moorea-Maiao.	1088
2°) Avis officiel n° L/95-05-4 AU du 5 mai 1995 informant tout propriétaire riverain que le service de l'urbanisme a été saisi par M. Joseph Laine d'une demande d'autorisation de lotir en onze (11) lots sur le domaine Brown sis à Papeari, commune de Teva I Uta.	1088
3°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour le mois d'avril 1995.	1088
4°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Arue pour le mois d'avril 1995.	1089

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	1089
Annonces diverses.	1092

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****ACTES PROMULGUÉS****ARRETE n° 494 DRCL du 4 mai 1995 portant promulgation du décret n° 95-413 du 19 avril 1995.**

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi modifiée n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er. — Est promulgué dans le territoire de la Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et teneur le texte suivant :

— Décret n° 95-413 du 19 avril 1995 portant répartition de la dotation globale d'équipement des communes pour l'année 1995, paru au J.O.R.F. du 21 avril 1995, page 6209.

Art. 2. — Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 mai 1995.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

DECRET n° 95-413 du 19 avril 1995 portant répartition de la dotation globale d'équipement des communes pour l'année 1995.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, et du ministre du budget,

Vu le code des communes ;

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, et notamment son article 103 ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, et notamment ses articles 101 à 104-1 ;

Vu la loi n° 94-1162 du 29 décembre 1994 portant loi de finances pour 1995 ;

Vu le décret n° 72-196 du 10 mars 1972 portant réforme du régime des subventions d'investissement accordées par l'Etat ;

Vu le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 85-1510 du 31 décembre 1985 modifié relatif à la dotation globale d'équipement des communes des départements métropolitains ;

Vu l'avis du comité des finances locales en date du 1er février 1995,

Décète :

.....
Art. 2. — Le montant de la quote-part de la dotation globale d'équipement des communes dont bénéficient les circonscriptions administratives de Wallis-et-Futuna ainsi que les communes des autres territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ainsi que leurs groupements est fixé à 34.196.000 F.
.....

Art. 6. — Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre du budget, le ministre des départements et territoires d'outre-mer et le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 avril 1995.

Edouard BALLADUR.

Par le Premier ministre :
*Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
 et de l'aménagement du territoire,*
 Charles PASQUA.

Le ministre du budget,
 Nicolas SARKOZY.

*Le ministre des départements
 et territoires d'outre-mer,*
 Dominique PERBEN.

*Le ministre délégué à l'aménagement du territoire
 et aux collectivités locales,*
 Daniel HOEFFEL.

**ARRETE n° 512 DRCL du 11 mai 1995 portant promulga-
 tion du décret n° 95-468 du 27 avril 1995.**

Le haut-commissaire de la République
 en Polynésie française,
 chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi modifiée n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant
 statut de la Polynésie française, notamment son article 91 ;

Le gouvernement du territoire informé,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué dans le territoire de la
 Polynésie française pour y être exécuté selon ses forme et
 teneur le texte suivant :

- Décret n° 95-468 du 27 avril 1995 modifiant le code de la
 sécurité sociale (troisième partie : Décrets) et relatif à la situa-
 tion des fonctionnaires de l'Etat et des magistrats en Polynésie
 française au regard de l'assurance maladie-maternité (presta-
 tions en nature), paru au J.O.R.F. du 29 avril 1995, page 6656.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est
 chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au
Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 mai 1995.

Pour le haut-commissaire
 et par délégation :

*Le secrétaire général
 de la Polynésie française,*
 Anne BOQUET.

**DECRET n° 95-468 du 27 avril 1995 modifiant le code de la
 sécurité sociale (troisième partie : Décrets) et relatif à la
 situation des fonctionnaires de l'Etat et des magistrats
 en Polynésie française au regard de l'assurance ma-
 ladie-maternité (prestations en nature).**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre d'Etat, ministre des affaires
 sociales, de la santé et de la ville, du ministre du budget, du

ministre de la fonction publique et du ministre des départements
 et territoires d'outre-mer,

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment ses articles
 L. 711-1, L. 712-11 et R. 711-1 ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dis-
 positions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le
 développement économique, social et culturel de la Polynésie
 française, et notamment ses articles 3 (3e alinéa) et 11 ;

Vu le décret du 2 mars 1910 modifié portant règlement sur
 la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires,
 employés et agents des services coloniaux ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié rela-
 tif au régime particulier de certaines positions des fonction-
 naires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive
 de fonctions ;

Vu le décret n° 94-1146 du 26 décembre 1994 portant coor-
 dination des régimes métropolitains et polynésiens de sécurité
 sociale ;

Vu l'avis du comité interministériel de coordination en
 matière de sécurité sociale du 15 décembre 1994 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale
 de l'assurance maladie des travailleurs salariés du 7 février
 1995,

Décète :

Article 1er.— Il est inséré dans la section 7 du chapitre II du
 titre Ier du livre VII du code de la sécurité sociale un article
 D. 712-54-1 ainsi rédigé :

« Art. D. 712-54-1.— Pour les fonctionnaires de l'Etat et les
 magistrats qui exercent leurs fonctions en Polynésie française
 en position d'activité ou de détachement, au sens de la loi
 n° 84-16 du 11 janvier 1984, soit auprès d'une collectivité
 publique de ce territoire ou d'un de ses établissements publics
 n'ayant pas le caractère industriel ou commercial, soit auprès
 d'une administration de l'Etat ou d'un établissement public de
 l'Etat n'ayant pas le caractère industriel ou commercial, les
 cotisations dues au régime général de sécurité sociale, pour la
 couverture des prestations en nature de l'assurance maladie-
 maternité, sont calculées, par dérogation aux dispositions de
 l'article D. 712-40 et du deuxième alinéa de l'article D. 712-51,
 dans les conditions définies à l'article D. 712-38.

« Les fonctionnaires de l'Etat et les magistrats mentionnés à
 l'alinéa précédent et leurs ayants droit qui résident avec eux
 bénéficient des prestations en nature de l'assurance maladie-
 maternité prévues à l'article R. 761-8 et servies dans les condi-
 tions définies à l'article D. 712-54, sous réserve des dispositions
 de l'article 19 du décret n° 94-1146 du 26 décembre 1994. Il en
 est de même pour les fonctionnaires de l'Etat et les magistrats
 qui, résidant en Polynésie française, sont placés en position de
 disponibilité d'office en application de l'article 43 du décret
 n° 85-986 du 16 septembre 1985 et pour leurs ayants droit qui
 résident avec eux.

« Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article D. 712-52, les fonctionnaires de l'Etat et les magistrats visés aux deux alinéas précédents bénéficient, lorsqu'ils résident temporairement dans un département d'outre-mer, des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité prévues à l'article D. 712-11 et servies dans les conditions définies à l'article D. 712-54. Il en est de même, par dérogation aux dispositions du deuxième alinéa de l'article D. 712-52, pour les ayants droit des fonctionnaires de l'Etat et des magistrats visés à la phrase précédente et aux deux premiers alinéas lorsque ces ayants droit résident ou séjournent dans un département d'outre-mer. »

Art. 2.— Il est inséré dans la section 8 du chapitre II du titre Ier du livre VII du code de la sécurité sociale un article D. 712-56 ainsi rédigé :

« Art. D. 712-56.— Les fonctionnaires de l'Etat et les magistrats titulaires d'une pension au titre du code des pensions civiles et militaires de retraite et les titulaires d'un avantage de réversion au titre de ce code qui résident en Polynésie française sont affiliés à la caisse primaire d'assurance maladie de Paris.

« Ils bénéficient, ainsi que leurs ayants droit qui résident avec eux, lorsqu'ils n'exercent aucune activité professionnelle, des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité prévues à l'article R. 761-8 et servies dans les conditions définies à l'article D. 712-54, sous réserve des dispositions de l'article 21 du décret n° 94-1146 du 26 décembre 1994.

« Les personnes mentionnées au premier alinéa bénéficient, lorsqu'elles résident temporairement en métropole ou dans un département d'outre-mer, des prestations en nature de l'assurance maladie-maternité prévues à l'article D. 712-11 et servies dans les conditions définies à l'article D. 712-54, sous réserve des dispositions de l'article 21 du décret n° 94-1146 du 26 décembre 1994. Il en est de même pour les ayants droit des personnes mentionnées à la phrase précédente et au premier alinéa lorsqu'ils résident ou séjournent en métropole ou dans un département d'outre-mer. »

Art. 3.— Les dispositions du présent décret prennent effet au 1er janvier 1995.

Cessent d'être applicables à compter de cette même date toutes dispositions antérieures, et notamment celles des articles 117 à 119 du décret du 2 mars 1910 susvisé, en ce qu'elles peuvent être contraires à l'application du présent décret.

Art. 4.— Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, le ministre du budget, le ministre de la fonction publique et le ministre des départements et territoires d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 avril 1995.

Edouard BALLADUR.

Par le Premier ministre :

*Le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales,
de la santé et de la ville,
Simone VEIL.*

*Le ministre du budget,
Nicolas SARKOZY.*

*Le ministre de la fonction publique,
André ROSSINOT.*

*Le ministre des départements
et territoires d'outre-mer,
Dominique PERBEN.*

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 496 DRCL du 5 mai 1995 modifiant l'arrêté n° 416 DRCL du 18 avril 1995 relative à l'heure d'ouverture des bureaux de vote de la commune de Taputapuata pour le second tour de l'élection du Président de la République.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ;

Vu le code électoral et notamment son article 41 ;

Vu le décret n° 64-231 du 14 mars 1964 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 6 novembre 1962 susvisée ;

Vu le décret n° 80-213 du 11 mars 1980 modifié fixant pour les départements et territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales de Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon, les modalités d'application du décret n° 64-231 du 14 mars 1964 susvisé ;

Vu le décret n° 95-285 du 10 mars 1995 portant convocation des électeurs pour l'élection présidentielle ;

Vu l'arrêté n° 416 DRCL du 18 avril 1995 modifiant les horaires d'ouverture des bureaux de vote de Taputapuata ;

Vu la lettre n° 130-95 du 4 mai 1995 de M. le maire de la commune de Taputapuata ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les horaires d'ouverture pour le second tour de l'élection du Président de la République sont fixés à 8 h pour les bureaux de vote de Avera, Opoa et Puohine de la commune de Taputapuata.

Art. 2.— Les dispositions de l'article 1er et de l'article 2 de l'arrêté n° 416 DRCL du 18 avril 1995 sont abrogées.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef de la subdivision administrative, le maire de la commune de Taputapuata sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent arrêté qui sera déposé dans les bureaux de vote et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 mai 1995.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

ARRETE n° 504 DRCL du 9 mai 1995 portant convocation des électeurs en vue du renouvellement général de conseils municipaux des 11 et 18 juin 1995.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu les dispositions du code électoral et du code des communes applicables dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 95-269 du 10 mars 1995 fixant la date du renouvellement des conseils municipaux ;

Vu l'arrêté n° 876 DRCL du 29 août 1994 relatif aux bureaux de vote du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 123 DRCL du 6 février 1989 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Dans l'ensemble des communes du territoire de la Polynésie française, les électeurs sont convoqués le dimanche 11 juin 1995 afin de procéder à l'élection des conseillers municipaux en vue du renouvellement général des conseils municipaux.

Dans les communes ou communes associées où un second tour de scrutin sera nécessaire, les électeurs sont convoqués le dimanche 18 juin 1995 pour y procéder.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, publié et affiché partout où besoin sera, selon la procédure d'urgence.

Fait à Papeete, le 9 mai 1995.
Paul RONCIERE.

ARRETE n° 514 DRCL du 11 mai 1995 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'article L. 121-2 du code des communes ;

Vu les articles L. 255-1 et R. 124 du code électoral ;

Vu les décrets du 20 mai 1890 et du 18 juin 1945 instituant dans les Etablissements français de l'Océanie, les communes de Papeete et de Uturoa ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 173 AA du 30 janvier 1965 instituant les communes de Pirae et de Faaa ;

Vu le décret modifié du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu le décret n° 95-269 du 10 mars 1995 fixant la date du renouvellement des conseils municipaux ;

Vu les résultats du recensement de la population de la Polynésie française du 6 septembre 1988, authentifiés par le décret n° 89-41 du 26 janvier 1989,

Arrête :

Article 1er.— En vue de l'élection des conseillers municipaux des 11 et 18 juin 1995, le nombre des conseillers municipaux à élire dans chaque commune ou commune associée est déterminé en fonction des résultats du recensement de la population du 6 septembre 1988.

Art. 2.— Le nombre de conseillers municipaux à élire dans chaque commune et la répartition des sièges à pourvoir dans chaque commune associée sont déterminés au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 3.— Dans les communes associées de Maiao (I.D.V.), Puohine (I.S.L.V.), de Makatea et Hereheretue (T.G.) auxquelles la répartition des sièges en fonction du chiffre de leur population conduit à n'attribuer qu'un seul siège de conseiller municipal, il sera procédé lors du même scrutin des 11 et 18 juin 1995 à l'élection d'un suppléant appelé à siéger au conseil municipal avec voie consultative en cas d'indisponibilité temporaire du conseiller titulaire.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié, selon la procédure d'urgence, partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 11 mai 1995.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Noms des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Arue	7.639	29			
Faaa	23.698	35			
Hitiaa O Te Ra	5.590	29	Hitiaa	1.136	6
			Mahaena	586	3
			Papenoo	2.094	11
			Tiarei	1.774	9
Mahina	10.313	33			
Paea	9.052	29			
Papara	6.199	29			
Papeete	23.197	35			
Pirae	13.959	33			
Punaauia	15.765	33			
Taiarapu-Est	6.563	29	Afaahiti	2.339	10
			Faane	1.033	5
			Pueu	1.428	6
			Tautira	1.763	8
Taiarapu-Ouest	4.207	27	Teahupoo	1.002	6
			Toahotu	1.420	9
			Vairao	1.785	12
Teva I Uta	4.854	27	Mataiea	2.834	16
			Papeari	2.020	11
Moorea-Maiao	9.032	29	Afareaitu	1.864	6
			Haapiti	2.010	6
			Papetoai	1.328	4
			Paopao	2.413	8
			Teavaro	1.186	4
			Maiao	231	1 + 1 siège

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES SOUS-LE-VENT

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Noms des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Bora Bora	4.225	27	Anau	682	4
			Faanui	824	5
			Nunue	2.719	18
Huahine	4.479	27	Faie	339	2
			Fare	939	6
			Fiti	846	5
			Haapu	480	3
			Maeva	701	4
			Maroe	370	2
			Paea	417	3
			Tefarerii	387	2
Maupiti	963	15			
Tahaa	4.005	27	Faaaha	363	2
			Haamene	684	5
			Hipu	328	2
			Iripau (Patio)	845	6
			Niua (Poutoru)	431	3
			Rutia (Tiva)	478	3
			Tapuamu	476	3
			Vaitoare	400	3
Taputapuatea	2.977	23	Avera	1.851	14
			Opoa	1.025	8
			Puohine	101	1 + 1 siège

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Noms des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Tumaraa	2.485	19	Fetuna Tehurui Tevaitoa Vaiaau	336 327 1.087 735	3 2 8 6
Uturoa	3.097	23			

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES MARQUISES

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Noms des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Fatu Hiva	497	11			
Hiva Oa	1.642	19	Atuona Puamau	1.266 376	15 4
Nuku Hiva	2.099	19	Hatiheu Taiohae Taipivai	339 1.420 340	3 13 3
Tahuata	633	15			
Ua Huka	539	15			
Ua Pou	1.918	19	Hakahau Hakamaï	1.312 606	13 6

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES AUSTRALES

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Noms des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Raivavae	1.225	15	Anatonu Rairua Vaiuru	384 502 339	5 6 4
Rapa	516	15			
Rimatara	969	15	Amaru Anapoto Mutuaura	338 277 354	5 4 6
Rurutu	1.953	19	Avera Hauti Moerai	701 342 910	7 3 9
Tubuai	1.846	19	Mahu Mataura Taahuaia	420 868 558	4 9 6

SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES TUAMOTU-GAMBIER

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Noms des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Anaa	648	15	Anaa Faaite	426 222	10 5
Arutua	761	15	Apataki Arutua Kaukura	183 288 290	3 6 6
Fakarava	651	15	Fakarava Niau Kauehi	248 163 240	6 4 5
Fangatau	306	11	Fakahina Fangatau	145 161	5 6

Communes	Population municipale totale	Nombre de conseillers à élire	Noms des communes associées	Nombre d'habitants par commune associée	Nombre de sièges par commune associée
Gambier	604	15			
Hao	1.163	15	Amanu Hao Hereheretue	157 986 20	2 12 1 + 1 siège
Hikueru	209	11	Hikueru Marokau	123 86	6 5
Makemo	831	15	Katiu Makemo Raroia Taenga	200 373 166 92	3 7 3 2
Manihi	589	15	Ahe Manihi	162 427	4 11
Napuka	341	11	Napuka Tepoto	279 62	9 2
Nukutavake	296	11	Nukutavake Vahitahi Vairaatea	142 76 78	5 3 3
Puka Puka	195	11			
Rangiroa	1.874	19	Makatea Mataiva Rangiroa Tikehau	58 199 1.305 312	1 + 1 siège 2 13 3
Reao	452	11	Pukarua Reao	174 278	4 7
Takaroa	861	15	Takapoto Takaroa	465 396	8 7
Tatakoto	219	11			
Tureia	1.030	15			

ARRETE n° 515 DRCL du 11 mai 1995 instituant une commission de propagande pour le renouvellement des conseils municipaux dans les communes de Bora Bora, Huahine, Tahaa, Taputapuatea et Uturoa.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le code électoral ;

Vu le décret n° 95-269 du 10 mars 1995 fixant la date des élections pour le renouvellement général des conseils municipaux ;

Vu l'arrêté n° 514 DRCL du 11 mai 1995 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée ;

Vu l'arrêté n° 504 DRCL du 9 mai 1995 portant convocation des électeurs en vue du renouvellement général des conseils municipaux ;

Vu la lettre du 5 mai 1995 de Mme le premier président de la cour d'appel de Papeete ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Il est institué une commission de propagande pour le renouvellement des conseils municipaux dans les communes de Bora Bora, Huahine, Tahaa, Taputapuatea et Uturoa.

Cette commission est composée comme suit :

- M. Achille Broquet, président de la section détachée de Raiatea du tribunal de première instance de Papeete, président ;

- M. Gilles Pernet, administrateur de la subdivision des îles Sous-le-Vent, *membre* ;
- Mlle Geneviève Ruiz, payeur de l'archipel des îles Sous-le-Vent, *membre* ;
- M. Nestor Tai, receveur de l'Office des postes et télécommunications à Uturoa.

Le secrétariat de la commission sera assuré par Mlle Maryse Schaeffer, adjoint de l'administrateur de la subdivision des îles Sous-le-Vent.

Art. 2.— La présente commission sera compétente pour les communes de Bora Bora, Huahine, Tahaa, Taputapuatea et Uturoa.

Art. 3.— Le siège de la commission est fixé au palais de justice de Uturoa.

Art. 4.— Les mandataires des listes pourront assister aux travaux de la commission à titre consultatif.

Art. 5.— Le président, les membres de la commission de propagande et le secrétaire général de la Polynésie française sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés, enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 mai 1995.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

ARRETE n° 516 DRCL du 11 mai 1995 instituant une commission de propagande pour le renouvellement des conseils municipaux dans les communes de la subdivision des îles du Vent.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le code électoral ;

Vu le décret n° 95-269 du 10 mars 1995 fixant la date des élections pour le renouvellement général des conseils municipaux ;

Vu l'arrêté n° 514 DRCL du 11 mai 1995 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée ;

Vu l'arrêté n° 504 DRCL du 9 mai 1995 portant convocation des électeurs en vue du renouvellement général des conseils municipaux ;

Vu la lettre du 5 mai 1995 de Mme le premier président de la cour d'appel de Papeete ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué une commission de propagande pour le renouvellement des conseils municipaux dans les communes de la subdivision des îles du Vent.

Cette commission est composée comme suit :

- M. Jean-Marc Houee, magistrat, *président* ;
- M. Robert Castellon, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, *membre* ;
- M. Gabriel Ateni, chef de département budget à l'O.P.T., *membre* ;
- M. Serge Perrin, inspecteur central du Trésor, *membre*.

Le secrétariat de la commission sera assuré par M. Régis-Olivier Lafont, chef du bureau de la réglementation et des élections.

Art. 2.— La présente commission sera compétente pour toutes les communes de la subdivision administrative des îles du Vent.

Art. 3.— Le siège de la commission est fixé au palais de justice de Papeete.

Art. 4.— Les mandataires des listes pourront assister aux travaux de la commission à titre consultatif.

Art. 5.— Le président, les membres de la commission de propagande et le secrétaire général de la Polynésie française sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés, enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 mai 1995.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

ARRETE n° 517 DRCL du 11 mai 1995 portant création de la commission locale de tarification des documents électoraux.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le code électoral ;

Vu le décret n° 95-269 du 10 mars 1995 fixant la date des élections pour le renouvellement général des conseils municipaux ;

Vu l'arrêté n° 514 DRCL du 11 mai 1995 constatant le nombre de conseillers à élire par commune et déterminant le nombre de sièges à pourvoir par commune associée ;

Vu l'arrêté n° 504 DRCL du 9 mai 1995 portant convocation des électeurs en vue du renouvellement général des conseils municipaux,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé en vue du renouvellement général des conseils municipaux, une commission de tarification des documents électoraux, qui est composée comme suit :

- M. Robert Castellon, représentant M. le haut-commissaire, *président* ;
- M. Serge Perrin, représentant le trésorier-payeur général de la Polynésie française, *membre* ;
- Mme Evelyne Bellanger, représentant le directeur des affaires économiques, *membre* ;
- M. Benoît Gérard, représentant le syndicat des imprimeurs de Polynésie française, *membre*.

Le secrétariat de la commission sera assuré par le bureau de la réglementation et des élections.

Art. 2.— Cette commission proposera les tarifs d'impression et d'affichage pour des documents présentant les caractéristiques prévues à l'article R. 39 du code électoral.

Art. 3.— Les membres de la commission de tarification des documents électoraux et le secrétaire général de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 mai 1995.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

ARRETE n° 518 DRCL du 11 mai 1995 portant création des commissions de contrôle des opérations de vote dans les communes de Papeete et Faavae.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code électoral ;

Vu le décret n° 95-269 du 10 mars 1995 fixant la date des élections pour le renouvellement général des conseils municipaux ;

Vu l'arrêté n° 504 DRCL du 9 mai 1995 portant convocation des électeurs en vue du renouvellement général des conseils municipaux ;

Vu la lettre du 5 mai 1995 de Mme le premier président de la cour d'appel de Papeete ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé dans chacune des deux communes de Papeete et de Faavae, une commission de contrôle des opérations de vote.

Art. 2.— La commission de contrôle des opérations de vote de la commune de Papeete est composée de :

- *Président* : M. René Calinaud, juge ;
- *Membre* : M. Max Gatti, juge ;
- *Secrétaire* : M. Jean-Marc Villard, adjoint au chef de la subdivision administrative des îles du Vent.

Art. 3.— La commission de contrôle des opérations de vote de la commune de Faavae est composée comme suit :

- *Président* : M. Philippe Allard, juge ;
- *Membre* : M. André Maille, juge ;
- *Secrétaire* : M. Patrick Lefort, chef du bureau du contrôle de la légalité et du contentieux.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, les présidents et membres des commissions de contrôle, les maires des communes de Papeete et de Faavae sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 11 mai 1995.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Anne BOQUET.

Par arrêté n° 499 DRCL du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 9 mai 1995.— Il est mis fin au placement d'office, ordonné par l'arrêté n° 439 DRCL du 21 avril 1995, à l'hôpital de Vaïami de M. Moanarii Tehahe, né le 26 juin 1971 à Patia, domicilié à Murifenua (Tapuamu), Tahaa.

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTION ETAT-TERRITOIRE

CONVENTION n° 26-95 du 28 avril 1995 relative aux actions en faveur de l'aide aux créations d'emplois et au développement local.

ENTRE,

L'Etat (ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

ET,

Le territoire de la Polynésie française, représenté par M. le Président du gouvernement du territoire, ci-après désigné "le territoire",

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE

Que la présente convention a pour objet de mettre en œuvre les dispositions de la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française, et plus particulièrement celles contenues dans l'article 5.2 du contrat de développement, concernant l'insertion et la formation professionnelles par les mesures d'aide à l'emploi fondées sur le principe d'une aide financière aux entreprises, en contrepartie d'une action de formation ; le financement de ces mesures devant être recherché hors contrat de développement,

Que le territoire, opposé à l'instauration de mesures comparables au revenu minimum d'insertion, entend explorer de nouvelles voies en aidant à la création d'entreprises susceptibles d'accompagner le développement économique local et la nécessaire reconversion d'une partie des emplois existants,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er.— L'Etat et le territoire conviennent de conjuguer leurs efforts pour développer les mesures d'aides à l'emploi, par des aides financières :

- aux entreprises créant des emplois après une formation de base ou une formation qualifiante interne ou externe à l'entreprise ;
- aux créateurs d'entreprises qui proposent des projets visant, à terme plus ou moins long, l'autofinancement.

Art. 2.— Le financement de ces aides est opéré par préciput sur la dotation annuelle consacrée aux chantiers de développement local :

- s'agissant de la participation de l'Etat, dans la limite des crédits ouverts par la loi de finances, celle-ci représente 80 % de l'enveloppe globale annuelle ;
- pour ce qui concerne la part du territoire, dans la limite de 20 % de l'enveloppe globale annuelle.

La revalorisation de cette enveloppe globale est renégociable chaque année, en fonction des résultats constatés.

Pour la première année, le préciput est fixé à 15 % de la dotation globale de l'année 1995. Un avenant à passer avant le 10 décembre de l'année en cours, fixera le pourcentage du préciput de l'année suivante.

TITRE I

Aides en faveur des entreprises proposant des formations

Art. 3.— Les entreprises qui s'engagent à recruter des demandeurs d'emploi, soit sur de nouveaux emplois, soit sur des postes libérés par la promotion de certains de leurs salariés, peuvent prétendre à des aides destinées à la formation de ces demandeurs d'emploi qui, pendant la période de leur formation, ont le statut de stagiaires de la formation professionnelle.

Art. 4.— Pendant une période qui ne peut excéder 6 mois, les aides proposées peuvent correspondre à :

- la prise en charge, partielle ou totale, des frais de formation hors poste de travail ;
- la prise en charge, partielle ou totale, des indemnités des stagiaires.

Le montant maximal de ces différents types d'aide est fixé par arrêté pris en conseil des ministres.

Les conditions d'octroi de ces aides, au cas par cas, ainsi que les montants attribués, sont fixés par convention entre l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle, l'entreprise, et éventuellement un organisme de formation, après avis de la commission de prévention formation du haut-comité territorial de l'emploi, de la formation professionnelle et de la promotion sociale, à laquelle est associé le directeur de la MAFIC ou son représentant.

Art. 5.— En contrepartie des aides accordées, l'entreprise s'engage à offrir à l'issue de la période de stage de formation un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée, la durée du contrat ne pouvant être inférieure à 18 mois dans ce dernier cas.

Art. 6.— Le contrôle de la bonne exécution de la convention de formation établie à cette occasion pour les entreprises concernées est effectué par l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle qui rend compte annuellement aux représentants de l'Etat et du territoire de l'impact de ces mesures, selon le modèle fixé dans l'annexe 1 de la présente convention.

TITRE II

Aides au développement local

Art. 7.— Pour favoriser le développement local dans le cadre de la promotion de l'emploi et de l'activité des personnes en difficultés, des aides spécifiques peuvent être accordées pour encourager la création d'entreprises, d'activités ou le recrutement de ces personnes.

Art. 8.— Les aides pouvant être accordées sont les suivantes :

- aide à la création ou à la reprise d'une entreprise relevant de tout type de secteur, quelle que soit sa forme ;
- subvention à une entreprise d'insertion par l'économique, au prorata du nombre de postes d'insertion ;
- aide au démarrage d'une association intermédiaire.

Le montant maximal de ces différents types d'aides est fixé par arrêté pris en conseil des ministres.

Art. 9.— Les projets sont présentés, aux préalable pour avis, par l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle, à la commission de prévention formation du haut-comité territorial de l'emploi, de la formation professionnelle et de la promotion sociale, à laquelle est associé le directeur de la MAFIC ou son représentant.

Art. 10.— Le contrôle de la bonne exécution de la convention d'aide établie à cette occasion pour les organismes et les entreprises concernés est effectué par l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle qui rend compte annuellement aux représentants de l'Etat et du territoire de l'évolution du nombre d'emplois ainsi créés, selon le modèle fixé dans l'annexe 1 à la présente convention.

TITRE III

Dispositions diverses

Art. 11.— A la demande du territoire, l'Etat peut apporter son aide technique par l'envoi de missions d'expertise ou d'évaluation.

Art. 12.— Après délégation de crédits effectuée par le ministre chargé de l'emploi et de la formation professionnelle, la part des crédits chantiers de développement locaux réservée à ces aides est versée au budget de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle par le haut-commissaire, en trois fois : en février, en juin et en octobre.

Art. 13.— Un état trimestriel de suivi financier, établi par l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle, selon le modèle fixé à l'annexe 2, est adressé par le haut-commissaire au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, délégation à l'emploi.

Art. 14.— La présente convention est conclue pour une durée de quatre années.

Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties sur préavis de six mois.

Fait à Papeete en trois originaux, le 28 avril 1995.

Pour le territoire :
Le Président du gouvernement
du territoire
de la Polynésie française,
Pour le Président absent :
Le vice-président,
Michel BULLARD.

Pour l'Etat :
Le haut-commissaire
de la République
en Polynésie française,
Paul RONCIERE.

Le trésorier-payeur général
de la Polynésie française,
Gérard KIEGER.

ANNEXE 1

Bilan de la mise en œuvre de la convention
n° 26-95 du 28 avril 1995
relative aux actions en faveur de l'aide aux entreprises
et au développement local pour la période du.....au.....établi
par l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle

I - Aide en faveur d'entreprises proposant des formations :

- Nombre d'entreprises concernées :
dont : - activités industrielles :
- bâtiment et travaux publics :
- activités touristiques :
- autres activités :
- Nombre de demandeurs d'emploi formés :
dont : - moins de 26 ans :
- de 26 à 49 ans :
- plus de 50 ans :
- Nombre de salariés promus :
dont : - moins de 26 ans :
- de 26 à 49 ans :
- plus de 50 ans :
- Durée de la formation :
- Coût total de la prise en charge des frais de formation :
- sur la dotation Etat pour les chantiers de développement local :
- sur le budget du territoire :
- Coût total de la prise en charge des indemnités des stagiaires :
- sur la dotation Etat pour les chantiers de développement local :
- sur le budget du territoire :
- Coût total pour l'Etat :
- Coût total pour le territoire :
- nombre de C.D.I. conclus à l'issue de la période de stage :
- nombre de C.D.D. conclus à l'issue de la période de stage :

II - Aide en faveur du développement local :

- Nombre d'entreprises concernées :
dont : - activités industrielles :
- bâtiment et travaux publics :
- activités touristiques :
- autres activités :
- dont : - entreprises diverses :
- entreprises d'insertion par l'économique :
- associations intermédiaires :
- Caractéristiques des bénéficiaires :
dont : - âge
- moins de 26 ans :
- de 26 à 49 ans :
- plus de 50 ans :
- dont : - qualification professionnelle
- niveau inférieur au C.A.P. :
- niveau supérieur au C.A.P. :
- niveau BAC, BT ou au-delà :

- Coût total des aides :
 - dont : - aide à la création ou à la reprise des entreprises :
 - subventions de postes d'insertion pour des entreprises d'insertion par l'économie :
 - aide au démarrage pour des associations intermédiaires :

ANNEXE 2

Prélèvement sur les chantiers de développement local relatif aux aides au développement local

Situation comptable des aides financières de la gestion 199 (1)

- Aides financières reçues au.../199
- Aides financières engagées au.../199
- Aides financières non dépensées (disponibles) au.../199

Répartition des aides utilisées au.../199

- en faveur des entreprises proposant des formations :
- en faveur du développement local :

A....., le.....
Le responsable chargé de la gestion
et du suivi des crédits d'intervention.

(1) Etat semestriel à établir à la fin du premier semestre et à la clôture de la gestion.

CONVENTION n° 27-95 du 28 avril 1995 relative au financement des chantiers de développement local pour l'exercice 1995.

ENTRE :

L'Etat (ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

d'une part,

ET :

Le territoire de la Polynésie française, ci-après dénommé "Le territoire", représenté par le Président du gouvernement du territoire,

d'autre part,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des lois sociales et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la circulaire C.D.E n° 33 du 15 juillet 1991 du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

Vu la convention-cadre n° 92-3 du 30 juin 1992 relative à la mise en oeuvre des chantiers de développement local ;

Vu la lettre du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle en date du 23 février 1995 ;

Vu l'accord-cadre du pacte de progrès économique, social et culturel conclu à Paris le 27 janvier 1993 entre l'Etat et la délégation du territoire,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. — Coût du dispositif 1995

Pour l'exercice 1995, l'Etat et le territoire contribuent au financement des chantiers de développement local définis par la convention-cadre susvisée pour un montant total de 501.136.362 F CFP, répartis et financés comme indiqué dans le tableau suivant :

FINANCEMENTS	ETAT	TERRITOIRE	TOTAL
TOTAL	400.909.090	100.227.272	501.136.362
Préciput 15 %	60.136.363	15.034.091	75.170.454
Rémunérations et charges sociales			
- chantiers "adultes"	170.386.363	0	170.386.363
- chantiers "jeunes"	170.386.363	0	170.386.363
Formation et accompagnement			
- chantiers "jeunes"	0	85.193.181	85.193.181

Pour adapter au mieux les financements disponibles à la conjoncture du marché de l'emploi, les chiffres mentionnés dans le tableau précédent pourront varier de plus ou moins 25 % dans le cadre de l'enveloppe globale, sans qu'il soit besoin de conclure d'avenant. Toutefois, la dotation consacrée aux actions de formation et d'accompagnement des "jeunes" ne pourra être modifiée qu'à la hausse.

Art. 2. — Mise en oeuvre des financements

2.1 : Conformément aux dispositions des articles 6 et 8 de la convention-cadre susvisée, l'Etat assure la rémunération et les

charges sociales afférentes à l'ensemble des bénéficiaires, "jeunes" et "adultes", quel que soit l'organisme d'accueil.

2.2 : Les actions de formation et d'accompagnement sont prises en charge par le territoire, directement ou par l'intermédiaire du budget de l'Agence pour l'emploi ou la formation professionnelle.

Art. 3. — Durée

La présente convention prend fin au terme de l'exercice budgétaire 1995 du territoire (29 février 1996).

Fait à Papeete, le 28 avril 1995.

Pour le territoire :
Le Président du gouvernement
du territoire
de la Polynésie française,
Pour le Président absent :
Le vice-président,
Michel BUILLARD.

Pour l'Etat :
*Le haut-commissaire
de la République
en Polynésie française,*
Paul RONCIERE.

*Le trésorier-payeur général
de la Polynésie française,*
Gérard KIEGER.

CONVENTION n° 28-95 du 28 avril 1995 - Avenant à la convention-cadre du 30 juin 1992 relative à la mise en oeuvre des chantiers de développement local.

ENTRE :

L'Etat (ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), représenté par le haut-commissaire de la République,

d'une part,

ET :

Le territoire de la Polynésie française, représenté par le Président du gouvernement du territoire,

d'autre part,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 86-845 du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'inspection du travail et des lois sociales et des tribunaux du travail en Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la circulaire C.D.E n° 33 du 15 juillet 1991 du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

Vu la lettre du 17 mars 1995 du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

Vu la lettre n° 106 du 21 mars 1995 du ministre des départements et territoires d'outre-mer,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

Article unique.— L'article 2 de la convention-cadre du 30 juin 1992 est modifié comme suit :

"Art. 2.— Définition

Les chantiers de développement local ont pour but de procurer une aide financière temporaire et une insertion professionnelle à des populations particulièrement défavorisées en contrepartie d'un travail d'intérêt général.

Les chantiers sont ouverts aux personnes âgées d'au moins 16 ans et de moins de 26 ans (chantiers "jeunes") et aux personnes de 26 ans et plus (chantiers "adultes"), à la recherche d'un emploi.

Les activités organisées sur ces chantiers ne peuvent avoir un caractère productif, mais doivent être orientées vers des travaux d'entretien, d'assainissement, de remise en état du patrimoine de la collectivité ou de l'organisme d'accueil. Elles peuvent également concerner des travaux de protection de l'environnement et de lutte contre la pollution, ou le domaine de l'action sociale, culturelle et sportive.

Par exception à cette dernière disposition, une partie des crédits affectés aux chantiers de développement local peut être utilisée sous la forme d'aides financières aux entreprises ou aux créateurs d'entreprises, conformément aux termes de l'accord conventionnel passé entre l'Etat et le territoire."

Fait à Papeete, le 28 avril 1995.

Pour le territoire :
Le Président du gouvernement
du territoire
de la Polynésie française,
Pour le Président absent :

Le vice-président,
Michel BUILLARD.

Pour l'Etat :
*Le haut-commissaire
de la République
en Polynésie française,*
Paul RONCIERE.

*Le trésorier-payeur général
de la Polynésie française,*
Gérard KIEGER.

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

NOR : DOM9500546AC

Par arrêté n° 502 CM du 5 mai 1995.— Sont autorisées la déviation d'un caniveau naturel traversant la propriété de la Société civile immobilière Vatea, cadastrée section L, n° 258, commune de Punaauia, dépendant de la terre Maveraura 1, et sa canalisation.

Les travaux d'aménagement et de canalisation de la portion de domaine public fluvial déviée, devront être réalisés conformément aux prescriptions de la direction de l'équipement, arrondissement infrastructure, à savoir :

- 1) le pétitionnaire, la S.C.I. Vatea devra utiliser des buses d'un diamètre de 1.000 mm et implanter quatre regards en béton armé de 1 x 1 x 1 m séparément sur 13,50 m, 14,00 m, et 14,00 m ;
- 2) en outre, il devra assurer à sa charge et à ses frais le curage des buses.

Cette déviation a pour effet d'entraîner :

- 1) le déclassement de l'ancienne portion de domaine public fluvial traversant le lot 3 dépendant de la terre Maveraura 1 cadastrée section L, n° 258, commune de Punaauia ;

- 2) l'échange, sans soulte, des emprises entre le territoire et la Société civile immobilière Vatea ;

- 3) et le classement dans le domaine public fluvial du nouveau caniveau canalisé, sis en limite ouest du lot 3 dépendant de la terre Maveraura 1 cadastrée section L, n° 258, commune de Punaauia.

Et telles que ces emprises figurent au plan joint au dossier et détenu par le service des domaines.

Par arrêté n° 503 CM du 9 mai 1995.— Mlle Nicole Bouteau est nommée chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim, à compter du 3 mai 1995.

NOR : FCO9500617AC

Par arrêté n° 506 CM du 9 mai 1995.— La répartition prévisionnelle des crédits de paiement du budget d'investissement 1995 est déterminée partiellement selon le tableau joint en annexe n° 4-95.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT 1995

TABLEAU N° 4-95

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	Total
PR															0
AT															0
CESC															0
VP													150.000.000		150.000.000
MFR	1.451.100		302.250.000											1.586.900.000	1.889.601.100
MMA	553.148.000								8.000.000		- 8.000.000				553.148.000
MSE															0
MEP	765.000	56.880.000	106.000.000		1.825.000	36.051.000									201.321.000
MEE				289.200.000									- 150.000.000		139.200.000
MEC	2.720.000														2.720.000
MAG	10.000.000		9.000.000	47.000.000				- 56.000.000							10.000.000
MER															0
MAT	15.750.000														15.750.000
Op. com.															0
	553.832.100	56.880.000	417.250.000	336.200.000	1.825.000	36.051.000	0	- 56.000.000	8.000.000	0	- 8.000.000	0	0	1.586.900.000	2.962.738.100

NOR : CAH9500538AC

Par arrêté n° 507 CM du 9 mai 1995.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 6-95 CAH du 26 janvier 1995 reconduisant au titre de l'exercice 1995, une indemnité de sujétion mensuelle aux agents exerçant les fonctions de responsable de service ou de bureau au sein de l'établissement.

NOR : SCC9500361AC

Par arrêté n° 508 CM du 9 mai 1995.— Est approuvé le cahier des charges portant concession du centre culturel et de loisir de Outumaoro sis à Punaauia, et dépendant de la terre cadastrée section B, constituée des parcelles n° 19 et n° 20 (1).

(1) Il peut être consulté au service de la culture.

NOR : CSP9500619AC

Par arrêté n° 509 CM du 9 mai 1995.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-95 CSPC du 4 avril 1995 relative à l'application des dispositions de la convention n° 84-48 du 21 novembre 1984.

NOR : SMA9500821AC

Par arrêté n° 510 CM du 9 mai 1995.— Le premier alinéa de l'article 3.b) du modèle type de convention annexé à l'arrêté n° 735 CM modifié du 5 juillet 1990, approuvant le modèle type de convention relative aux mesures fiscales incitatives applicables aux investissements dans le secteur de la pêche hauturière semi-industrielle ou industrielle prévu par la délibération n° 90-48 AT du 10 avril 1990 modifiée, est modifié comme suit :

Au lieu de : "b) L'armateur s'engage, d'une part, à ne pas détourner le matériel d'exploitation (navire, appareils et l'ensemble de ses équipements et matériel de pêche) de leur destination privilégiée, d'autre part, à ne pas louer, prêter ou céder avant un délai de huit ans, même à titre gratuit, ce matériel exonéré sans en avoir au préalable acquitté les droits et taxes exigibles au jour de la location ou de la cessation et calculés sur la valeur en douane déterminée au jour de l'importation initiale."

Lire : "b) Pendant un délai de 8 ans, l'armateur s'engage, d'une part, à ne pas détourner le matériel d'exploitation (navire, appareils et l'ensemble de ses équipements et matériel de pêche) de sa destination privilégiée, d'autre part, à ne pas louer, prêter ou céder, même à titre gratuit, ce matériel exonéré sans en avoir au préalable acquitté les droits et taxes exigibles au jour de la location ou de la cessation et calculés sur la valeur en douane déterminée au jour de l'importation initiale."

Au lieu de :

N° plan	Nom de la terre	Référence cadastrale	Superficie m2	Nom et adresse du propriétaire	Prix de la vente en F CFP
106	Teurutuia parcelle C	O 248 O 247 O 249	a = 1.649 b = 1.515 c = 42 3.206	Aitamai Julien	9.036.500 F

Lire :

N° plan	Nom de la terre	Référence cadastrale	Superficie m2	Nom et adresse du propriétaire	Prix de la vente en F CFP
106	Teurutuia parcelle C	O 248 O 249 O 457	a = 1.649 b2 = 302 c = 42 1.993	Aitamai Julien	7.217.000 F
		O 456	b1 = 1.213	Taamino Marcel	1.819.500 F

Le reste sans changement.

NOR : DOM9500613AC

Par arrêté n° 514 CM du 9 mai 1995.— Est accordée, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 306 CM du 20 mars 1992, au profit de M. Yves Maiarii, l'autorisation d'occupation temporaire de 2 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de

NOR : DOM9500604AC

Par arrêté n° 511 CM du 9 mai 1995.— Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 179 CM du 20 février 1995 autorisant l'acquisition par le territoire d'un ensemble immobilier sis à Punaauia, sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

"Est autorisée l'acquisition par le territoire de la Polynésie française d'un ensemble immobilier d'une superficie totale de 2 ha 58 a 35 ca appartenant à la société Lérie Rey et Cie.

Cet ensemble immobilier comprend :

- les parcelles cadastrées commune de Punaauia :
 - section B n° 27 : 1 ha 11 a 69 ca ;
 - section B n° 28 : 25 a 2 ca ;
 - section B n° 29 : 53 a 42 ca ;
 - section B n° 30 : 68 a 22 ca ;
- les constructions y édifiées ;
- et le droit au bail concernant la parcelle cadastrée commune de Punaauia, section B n° 24.

Et tel que le tout figure à l'extrait cadastral joint."

Le reste sans changement.

NOR : DOM9500611AC

Par arrêté n° 513 CM du 9 mai 1995.— L'article 1er de l'arrêté n° 997 CM du 7 octobre 1994 autorisant l'acquisition par le territoire de parcelles de terre sises à Punaauia, pour la création de la route des plaines, est modifié comme suit :

1 ha 0 a 23 ca, sis face à la terre Aiai (AJ 16) à Faaaha, commune de Tahaa, précédemment attribuée à son père M. Maiarii Maiarii, destinés au collectage, à l'élevage de la nacre, à la ferme perlière (1 ha) et à l'implantation d'une maison d'exploitation et de greffage (23 m2).

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete, est fixée à 27.000 FCP.

La maison d'exploitation et de greffage est soumise à l'obtention préalable d'un permis de construire délivré par le service de l'urbanisme et le bénéficiaire devra se conformer aux directives dudit service quant aux types de construction.

Les dispositions de l'arrêté n° 716 CM du 27 juillet 1994 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime aux îles Sous-le-Vent sont abrogées en ce qu'elles concernent M. Maiarii Maiarii à Faaaha, commune de Tahaa.

NOR : DOM950615AC

Par arrêté n° 515 CM du 9 mai 1995.— Est accordé, aux clauses et conditions du cahier des charges type, pour une période de 9 années à compter du 26 février 1995, au profit de MM. Garaura Taiopu, Tearikitataoua Teaka, Mario Tuvaere Teahuotoga et Teenotairere Ninipua Moearo, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire de 2 emplacements du domaine public maritime, d'une superficie totale de 4.800 m², sis à Puputanifa, au regard de l'îlot Teanihaga à Reao, commune de Reao, destinés à l'exploitation de 2 parcs à poissons.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse des domaines à Papeete est fixée à 15.000 FCP.

NOR : DOM950614AC

Par arrêté n° 516 CM du 9 mai 1995.— Les dispositions de l'arrêté n° 1235 CM du 2 décembre 1994 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis dans les îles Tuamotu sont modifiées comme suit en ce qu'elles concernent M. Marcel Tapu Edouard Bonnet à Takaroa :

Au lieu de :

..... à environ 400 m du rivage de la terre Moimoi : ferme perlière (5 ha)

Lire :

..... à environ 400 m du rivage de la terre Moimoi : col-
lectage, élevage de la nacre et ferme perlière (5 ha).....

Le reste sans changement.

NOR : DOM950609AC

Par arrêté n° 519 CM du 9 mai 1995.— Sont affectés au profit du service du tourisme les lots 2, 2A et 2B dépendant du plan de partage des terres Fariinoa, Teaha 1, Farcia, Faretai, Vaiotaha, Atitavae, Teana 2, Mohuafaretai et Haumaru sis à Maeva, commune de Huahine, aux superficies respectives de 8 ha 30 a 20 ca, 1.800 m² et 400 m².

Tels que lesdits lots figurent sur le plan dressé le 1er décembre 1985 par le géomètre expert Gil Soriano commis par le tribunal aux termes d'un jugement civil rendu le 18 novembre 1993.

Ces lots ayant été acquis par le territoire aux termes d'un acte transcrit à la conservation des hypothèques le 24 janvier 1990 au volume 1.640, n° 17.

Cette affectation est destinée à la mise en valeur du marae, à l'aménagement touristique du site et à son entretien.

NOR : DOM950610AC

Par arrêté n° 520 CM du 9 mai 1995.— Les dispositions de l'arrêté n° 54 CM du 23 janvier 1995 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Huahine et à Maupiti, îles Sous-le-Vent, sont rectifiées comme suit en ce qu'elles concernent M. Natuanuievaru Ye On à Maupiti :

Au lieu de :

..... dans la baie Faanoa

Lire :

..... face à la terre Peao

Le reste sans changement.

L'arrêté n° 352 CM du 3 avril 1995 rectifiant les dispositions de l'arrêté n° 54 CM du 23 janvier 1995 est annulé.

NOR : TT9401637AC

Par arrêté n° 521 CM du 9 mai 1995.— Dix mille deux cent cinquante (10.250) actions S.N.A. Tuhaa Pae sur les dix-neuf mille trois cent soixante (19.360) détenues par le territoire, sont cédées selon la procédure de convention directe, aux sociétés et aux conditions visées ci-dessous.

La convention relative à la cession à la société civile Ihitai Apatoa-Nui de cinq mille sept cent (5.700) actions S.N.A. Tuhaa Pae détenues par le territoire, au prix unitaire de *deux mille sept cents F CFP* (2.700), est approuvée.

Le Président du gouvernement est habilité à signer ladite convention.

La convention relative à la cession à la société civile Porohiti-Nui de mille sept cent quatre-vingt (1.780) actions S.N.A. Tuhaa Pae détenues par le territoire, au prix unitaire de *deux mille sept cents F CFP* (2.700), est approuvée.

Le Président du gouvernement est habilité à signer ladite convention.

La convention relative à la cession à la société civile Faahotu Ia Tuhaa Pae de neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions S.N.A. Tuhaa Pae détenues par le territoire, au prix unitaire de *trois mille quarante F CFP* (3.040), est approuvée.

Le Président du gouvernement est habilité à signer ladite convention.

La convention relative à la cession à la Société de développement pour l'agriculture et la pêche (S.D.A.P.) de mille sept cent quatre-vingt (1.780) actions S.N.A. Tuhaa Pae détenues par le territoire, au prix unitaire de *quatre mille cinquante F CFP* (4.050), est approuvée.

Le Président du gouvernement est habilité à signer ladite convention.

Les conventions relatives à la cession de dix mille deux cent cinquante (10.250) actions S.N.A. Tuhaa Pae peuvent être

consultées au service des finances et de la comptabilité, bâtiment A1, avenue du Commandant-Destremeu, Papeete, pendant une période de 3 mois à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Par arrêté n° 522 CM du 9 mai 1995.— L'article 1er de l'arrêté n° 662 CM du 8 juillet 1994 mettant fin aux fonctions de M. Max Parayre en qualité de conseiller technique au ministère de l'éducation et règlement de sa situation administrative, est rectifié comme suit :

Pour compter du "11 juillet 1994" (et non du 8 juillet 1994), il est mis fin aux fonctions de M. Max Parayre, recruté en qualité de conseiller technique auprès du ministre de l'éducation et de l'enseignement technique.

L'article 3 est rectifié comme suit :

Il sera versé à M. Max Parayre une indemnité compensatrice de congés payés pour la période du 10 novembre 1993 au "11 juillet 1994" (et non au 9 juillet 1994).

NOR : SEQ9500579AC

Par arrêté n° 523 CM du 9 mai 1995.— A compter de la date de publication du présent arrêté :

1.1 - La délivrance d'autorisation d'extraire les matériaux d'origine corallienne, de sable, de roche et de cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de la mer donne lieu à la perception obligatoire de :

- 400 francs par mètre cube extrait dans les îles du Vent et les îles Sous-le-Vent ;
- 200 francs par mètre cube extrait dans les autres îles.

Cette redevance est versée en deux fractions :

- la première correspondant à la moitié du cubage autorisé à la notification de l'autorisation et avant tout commencement des travaux ;
- la seconde, en fonction des quantités réellement extraites, déduction faite de la première fraction, après achèvement des travaux, sur état établi par la direction de l'équipement.

Toutefois, lorsque le montant de la redevance est inférieur à *trois cent cinquante mille francs CFP* (350.000 F CFP), le versement a lieu en totalité à la notification de l'autorisation et avant tout commencement des travaux.

1.2 - En terrain privé, la tarification unique est de 60 francs par mètre cube de matériaux extraits. Cette taxe sera versée en deux fractions égales, la première, dès la remise de l'autorisation d'extraction et avant tout commencement des travaux, la seconde, après achèvement des travaux, sur état établi par la direction de l'équipement.

1.3 - Les paiements sont effectués à la caisse du service des domaines et de l'enregistrement.

Pour les extractions autorisées au profit des collectivités publiques ou des établissements publics, le montant de la redevance est fixé à :

- 300 francs par mètre cube dans les îles du Vent et îles Sous-le-Vent ;
- 100 francs par mètre cube dans les autres îles.

Les extractions réalisées au profit du territoire ne donnent pas lieu à redevance.

Les extractions réalisées par les associations et groupements religieux pour leurs besoins propres et destinées à la construction pourront exceptionnellement faire l'objet d'exonérations totales ou partielles décidées par arrêté pris en conseil des ministres.

Les dispositions de l'arrêté n° 268 CM du 2 mars 1990 portant modification du montant des redevances pour l'extraction d'agrégats dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de la mer, sont abrogées.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 138 PR du 5 mai 1995 portant modification des attributions du ministre de l'équipement, de l'énergie et des ports.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française et notamment ses articles 8, dernier alinéa, 35 et 41 ;

Vu l'arrêté n° 622 PR du 4 avril 1991 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 629 PR du 9 avril 1991 modifié relatif aux attributions du ministre de l'aménagement, de l'urbanisme, de l'équipement et de l'énergie,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 629 PR du 9 avril 1991 susvisé, est abrogé.

Art. 2.— Le ministre de l'équipement, de l'énergie et des ports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 5 mai 1995.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de l'équipement,
de l'énergie et des ports,
Gaston TONG SANG.*

**MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES RÉFORMES ADMINISTRATIVES**

Par arrêté n° 1986 MFR du 4 mai 1995.— Sont autorisées, sur le plan local ainsi qu'au niveau national, l'ouverture et l'organisation d'un concours externe, sur titres, pour le recrutement d'un directeur informatique, agent contractuel relevant de la 1re catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, pour une affectation au service territorial de l'informatique. La publicité relative à ce concours est assurée, au niveau national, par la délégation de la Polynésie française à Paris.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, titulaires d'un diplôme d'ingénieur en informatique ou équivalent, ou d'un titre ou diplôme de niveau BAC + 5 en informatique et justifiant d'une expérience professionnelle de 15 à 20 ans dans ce domaine.

Le profil du poste est joint en annexe du présent arrêté.

Les candidats doivent retirer le formulaire de demande de participation au concours, soit au service du personnel et de la fonction publique (bâtiment A1, 2e étage, rue du Commandant-Destremau à Papeete), soit pour ceux dont la résidence habituelle est en France métropolitaine, directement auprès de la délégation de la Polynésie française à Paris (28, boulevard Saint-Germain, 75005, Paris, téléphone : (16) 1 46.34.50.70, fax : (16) 1 40.46.09.80).

Les dossiers de candidature doivent comporter les pièces suivantes :

- la demande de participation au concours dûment remplie ;
- une photo d'identité ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité française ;
- copies du diplôme requis et des attestations d'expérience professionnelle certifiées conformes aux originaux ;
- une attestation de résidence sur le territoire pour les résidents ;
- trois enveloppes timbrées libellées à l'adresse du candidat ;
- un état signalétique du service national.

La date limite de dépôt, contre récépissé, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au *vendredi 2 juin 1995 à 12 h*.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou ultérieurement à cette date, ne sera pas pris en considération.

La liste des candidats admis à concourir sera affichée au service du personnel et de la fonction publique.

ANNEXE

PROFIL DU POSTE DE DIRECTEUR INFORMATIQUE

Formation initiale : ingénieur ou équivalent.

Rôle : supervise :

- un pôle bureau d'études ;
- un pôle système et exploitation ;
- un pôle support micro-informatique ;
- un pôle méthode et qualité.

Expérience professionnelle : opérationnel de l'informatique.

Le candidat a assuré la direction et la gestion d'un département informatique d'une vingtaine de personnes au minimum, si possible dans une administration ; il dispose de 15 à 20 ans d'expérience professionnelle.

Compétences recherchées :

- aptitude à l'encadrement ;
- maîtrise du management des projets ;
- connaissance des applicatifs d'une administration (comptabilité, paie...) ;
- connaissance de Bull Unix et/ou Pick.

Par arrêté n° 2012 MFR du 5 mai 1995.— Sont autorisées, sur le plan local ainsi qu'au niveau national, l'ouverture et l'organisation d'un concours externe, sur titres, pour le recrutement d'un néphrologue, agent contractuel relevant de la 1re catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affecté en qualité d'adjoint au service de néphrologie-hémodialyse du Centre hospitalier territorial. La publicité relative à ce concours est assurée, au niveau national, par le Centre hospitalier territorial.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, titulaires du diplôme d'Etat de docteur en médecine avec C.E.S. ou D.E.S. de néphrologie ou qualification en néphrologie.

Les candidats doivent retirer le formulaire de demande de participation au concours, soit au service du personnel et de la fonction publique (bâtiment A1, 2e étage, rue du Commandant-Destremau à Papeete), soit pour ceux dont la résidence habituelle est en France métropolitaine, directement auprès du Centre hospitalier territorial, B.P. 1640, Papeete, Tahiti.

Les dossiers de candidature doivent comporter les pièces suivantes :

- la demande de participation au concours dûment remplie ;
- une photo d'identité ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité française ;
- copies des diplômes requis et des attestations d'expérience professionnelle certifiées conformes aux originaux ;
- une attestation de résidence sur le territoire ;
- trois enveloppes timbrées libellées à l'adresse du candidat ;
- un état signalétique du service national.

La date limite de dépôt, contre récépissé, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au *lundi 26 juin 1995 à 12 h*.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou ultérieurement à cette date, ne sera pas pris en considération.

La liste des candidats admis à concourir sera affichée au service du personnel et de la fonction publique.

Par arrêté n° 2013 MFR du 5 mai 1995.— Sont autorisées, sur le plan local ainsi qu'au niveau national, l'ouverture et l'organisation d'un concours externe, sur titres, pour le recrutement d'un pédiatre, agent contractuel relevant de la 1re catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affecté en qualité d'adjoint au service de néonatalogie du Centre hospitalier territorial. La publicité relative à ce concours est assurée, au niveau national, par le Centre hospitalier territorial.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, titulaires du diplôme d'Etat de docteur en médecine avec C.E.S. de pédiatrie et de puériculture ou D.E.S. de pédiatrie ou qualification en pédiatrie. Une expérience professionnelle en réanimation néonatale est souhaitée.

Les candidats doivent retirer le formulaire de demande de participation au concours, soit au service du personnel et de la fonction publique (bâtiment A1, 2e étage, rue du Commandant-Destreumeau à Papeete), soit pour ceux dont la résidence habituelle est en France métropolitaine, directement auprès du Centre hospitalier territorial, B.P. 1640, Papeete, Tahiti.

Les dossiers de candidature doivent comporter les pièces suivantes :

- la demande de participation au concours dûment remplie ;
- une photo d'identité ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité française ;
- copies des diplômes requis et des attestations d'expérience professionnelle certifiées conformes aux originaux ;
- une attestation de résidence sur le territoire ;
- trois enveloppes timbrées libellées à l'adresse du candidat ;
- un état signalétique du service national.

La date limite de dépôt, contre récépissé, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au *lundi 29 mai 1995 à 12 h*.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou ultérieurement à cette date, ne sera pas pris en considération.

La liste des candidats admis à concourir sera affichée au service du personnel et de la fonction publique.

Par arrêté n° 2014 MFR du 5 mai 1995.— Sont autorisées l'ouverture et l'organisation d'un concours externe, sur titres, pour le recrutement d'un masseur-kinésithérapeute, agent contractuel relevant de la 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affecté à l'unité de rééducation fonctionnelle du Centre hospitalier territorial.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985 fixant les modalités d'organisation et de participation aux concours d'agents contractuels de l'administration, modifié par arrêté n° 512 PR du 20 juin 1986, titulaires du diplôme d'Etat de masseur-kinésithérapeute.

Les candidats doivent retirer le formulaire de demande de participation au concours, auprès du service du personnel et de la fonction publique (bâtiment A1, 2e étage, rue du Commandant-Destreumeau à Papeete).

Les dossiers de candidature doivent comporter les pièces suivantes :

- la demande de participation au concours dûment remplie ;
- une photo d'identité ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité française ;
- copie du diplôme requis certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence sur le territoire ;
- trois enveloppes timbrées libellées à l'adresse du candidat ;
- un état signalétique du service national.

La date limite de dépôt, contre récépissé, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au *lundi 29 mai 1995 à 12 h*.

Tout dossier parvenu au service du personnel et de la fonction publique incomplet ou ultérieurement à cette date, ne sera pas pris en considération.

La liste des candidats admis à concourir sera affichée au service du personnel et de la fonction publique.

Par arrêté n° 2049 MFR du 9 mai 1995.— Mme Patricia Tiatia, présidente de l'Association des parents d'élèves des écoles Fariimata et Putiaoro, dont le siège est situé à Papeete, B.P. 9033, Motu Uta, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 5.000.000 francs, composé de 50.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 16 juin 1995 à Papeete à l'école Fariimata.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres scolaires, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé aux tiers.

Les lots seront les suivants :

- 1er lot....croisière Bahamas pour 7 jours pour 2 personnes
billets : PPT/LAX/PPT - LAX/SAN JUAN/LAX du
28/10 au 4/11/95 (date de la croisière) .464.096 FCP
- 2e lot....voyage New Zealand (14 jours) pour 2 adultes
+ 2 enfants (moins de 12 ans) billets + héberge-
ment357.720 FCP
- 3e lot....croisière sur le Club med 2 (pour 2 per-
sonnes)162.000 FCP
- 4e lot....voyage PPT/Santiago/PPT pour 2 personnes (sans
hébergement)153.200 FCP
- 5e lot....voyage PPT/Los Angeles/PPT pour 2 personnes (sans
hébergement)135.550 FCP

et divers autres lots.

Par arrêté n° 140 PR du 10 mai 1995.— La nomenclature des comptes du territoire est modifiée comme suit :

S/chap. *Ancienne dénomination*

- 93405 Ministère de l'équipement, de l'urbanisme, de l'énergie et des ports
93408 Ministère de l'économie et des transports
93410 Sans

S/chap. *Nouvelle dénomination*

- 93405 Ministère de l'équipement, de l'énergie et des ports
93408 Ministère de l'économie, du commerce et de l'artisanat
93410 Ministère de l'aménagement, de l'urbanisme et des transports, chargé des
relations avec l'assemblée territoriale et le Conseil économique, social et
culturel

Les articles suivants sont créés et ajoutés à la nomenclature des comptes du budget du territoire :

Art. 64103 : "Remboursement des frais de fonctionnement du centre pénitentiaire" ;

Art. 65105 : "Prime de retrait de véhicules".

Par arrêté n° 2101 MFR du 10 mai 1995.— M. Régis Salmon, président de l'Association des parents d'élèves des écoles Viénot et Maheanuu, dont le siège est situé à Papeete, B.P. 87, est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 2.500.000 francs, composée de 25.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 16 novembre 1995 à Papeete dans la cour de l'école Viénot.

Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres des écoles Viénot et Maheanuu, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets.

Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Les lots seront les suivants :

- 1er lot : un A/R PPT-Honolulu + hôtel pour 2 personnes 134.600 F
2e lot : un frigidaire 88.000 F
3e lot : un congélateur 64.000 F
4e lot : une machine à laver 59.000 F
5e lot : un four à 4 feux 45.000 F
6e lot : une télévision 44.000 F
7e lot : une perle noire (don)
8e lot : un rice-cooker (don)
9e lot : un fer à repasser (don)
10e lot : un fer à repasser (don)

Par arrêté n° 2102 MFR du 10 mai 1995.— Il est délégué à chaque ministère et par chapitre les crédits de paiement mentionnés dans le tableau n° 4-95 ci-joint en annexe.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT DELEGATION DES CREDITS DE PAIEMENT 1995

TABLEAU N° 4-95

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	Total
PR	1.227.272														1.227.272
AT															0
DESC															0
VP					60.000.000										60.000.000
MFR														15.000.000	15.000.000
MMA	54.020.000						31.500.000		7.000.000	10.000.000	501.681.000				604.201.000
MSE				21.000.000											21.000.000
MEP	10.000.000	87.500.000	4.000.000	60.000.000		-7.500.000									184.000.000
MEE			314.000.000												314.000.000
MEC	310.000												200.000.000		200.310.000
MAG								25.000.000							25.000.000
MER										3.000.000					3.000.000
MAT															0
Op. com.															0
	65.557.272	97.500.000	318.000.000	81.000.000	60.000.000	-7.500.000	31.500.000	25.000.000	7.000.000	13.000.000	501.681.000	0	200.000.000	15.000.000	1.407.738.272

**MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT, DE L'ENERGIE
ET DES PORTS**

Par arrêté n° 1994 MEP du 4 mai 1995.— Est déconsignée une partie d'une indemnité d'expropriation pour cause d'utilité publique versée à la Caisse des dépôts et consignations conformément au tableau ci-après :

N° de plan	Nom de la terre et superficie	Nom du bénéficiaire	Indemnités consignées en F CFP	Indemnités à déconsigner en F CFP
15	Hauverovero lot 3 : 475 m ²	Succession de Mme Elisabeth Hareuta épouse Hamblin ; - Mme Maeva, Marie-Louise Hamblin épouse Barff	950.000	316.666

**MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DU COMMERCE
ET DE L'ARTISANAT**

ARRETE n° 2111 MEC du 10 mai 1995 portant délégation de signature du ministre de l'économie, du commerce et de l'artisanat à Mlle Nicole Bouteau, chef du service de l'artisanat traditionnel, par intérim.

Le ministre de l'économie, du commerce et de l'artisanat,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 622 PR modifié du 4 avril 1991 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 435 PR modifié du 12 novembre 1993 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du commerce et de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 modifié par l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu l'arrêté n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la délibération n° 84-1014 AT du 11 octobre 1984 portant création du service de l'artisanat traditionnel ;

Vu l'arrêté n° 503 CM du 9 mai 1995 portant nomination de Mlle Nicole Bouteau aux fonctions de chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mlle Nicole Bouteau, chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim, à l'effet de signer, au nom du ministre de l'économie, du commerce et de l'artisanat :

- 1.1 - les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
- 1.2 - les actes, décisions et correspondances suivants relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :
 - notation et avancement d'échelon ;
 - congés de toute nature ;

- sanctions disciplinaires (blâmes et avertissements), sauf pour les agents de première catégorie ;
- mutations à l'intérieur du service de l'artisanat traditionnel ;
- ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours ;
- remboursement des frais et états indemnitaires ;

- 1.3 - les actes et correspondances courants se reportant aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local, notifiés pour le service en matière de fonctionnement et dans la limite de 500.000 F CFP par dépense en matière d'investissement.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Nicole Bouteau, les délégations qui lui ont été consenties sont exercées par Mme Teura Iriti, adjointe au chef de service.

Art. 3.— Le chef du service de l'artisanat traditionnel par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 10 mai 1995.
Georges PUCHON.

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA CULTURE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

ARRETE n° 1996 MER du 4 mai 1995 autorisant M. Ernest Amatahiapo à reconstruire et augmenter la capacité de stockage de la station-service Mobil Paea (établissement de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Paea).

Le ministre de l'environnement, de la culture et de la recherche scientifique,

Arrête :

Article 1er.— M. Ernest Amatahiapo est autorisé à reconstruire et augmenter la capacité de stockage de la station-service Mobil Paea située sur la parcelle n° 61 des lots 1 et 2 de la terre Teana 3 sise au P.K. 19,2, côté montagne, dans la commune de Paea.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 1re classe, rubriques 130 et 112-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comprendra :

- un bâtiment abritant une boutique et sa réserve, un atelier de petite mécanique de 48 m² et un bureau ;

- un stockage de bouteilles de gaz en présentoirs avec 144 bouteilles de 13 kg et 5 bouteilles de 50 kg ;
- une aire de distribution des carburants ;
- un dépôt d'hydrocarbures avec 3 cuves enterrées, à double enveloppe, de capacité unitaire de 20.000 litres, conformes aux normes NF 88-512 et 88-513, pour le stockage d'essence, de sans plomb et de gazole.

Installations électriques

Art. 3.— Les installations électriques devront répondre à la norme NF C 15-100, et faire l'objet d'une attestation délivrée par le constructeur ou l'entrepreneur l'indiquant.

Art. 4.— Les installations électriques seront entretenues en bon état ; elles seront périodiquement contrôlées par un technicien ou un installateur compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions se rapportant au stockage des pneumatiques

Art. 5.— Les éléments de construction du local de stockage des pneumatiques devront présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 2 heures ;
- porte donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une heure.

Le sol de ce local sera imperméable et incombustible.

Art. 6.— Dégagement

Les issues devront être maintenues libres de tout encombrement.

Art. 7.— Ventilation

L'établissement devra pouvoir être désenfumé :

- soit naturellement avec ouverture directe vers l'extérieur (exemple : imposte persiennée ou type ouvrant) ;
- soit mécaniquement.

Aussi, en cas d'incendie, la surface utile de l'évacuation de fumée du dépôt devra répondre au 1/200^e de la superficie du local.

Entreposage des lubrifiants

Art. 8.— Les bidons d'huile et de lubrifiants seront entreposés sur une aire bétonnée étanche formant cuvette de rétention, capable de recueillir tout écoulement accidentel.

Art. 9.— La cuvette de rétention sera d'une capacité au moins égale à la moitié de la quantité totale des bidons d'huile et de lubrifiants entreposés.

Moyens particuliers de lutte contre l'incendie communs aux dépôts de pneumatiques et de lubrifiants

Art. 10.— Le dépôt de pneumatiques et la réserve devront être pourvus de deux extincteurs NF MIH à eau pulvérisée de 6 litres placés à l'extérieur du local.

Le matériel d'extinction devra être vérifié une fois l'an et la date de contrôle sera enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Prescriptions relatives au dépôt de bouteilles de gaz

Art. 11.— Les bouteilles doivent être stockées sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence et affecté uniquement à cet usage.

Art. 12.— L'installation d'un dépôt de bouteilles de gaz est interdite :

- en sous-sol ;
- au-dessus, dans ou au-dessous d'un local d'habitation.

Art. 13.— Le stockage doit être isolé par une zone de protection telle que les bouteilles soient à une distance d'au moins 5 mètres en projection sur le plan horizontal :

- des ouvertures des locaux occupés ou habités par des tiers ;
- des limites des propriétés appartenant à des tiers ou de la voie publique ;
- des ouvertures de tout local contenant des feux nus ;
- de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler des vapeurs inflammables (ouvertures de sous-sol, bouches d'égout non protégées par un siphon, etc.) ;
- de tout appareillage électrique qui n'est pas de sécurité ;
- de tout moteur à combustion interne.

Cette distance est portée à 6 mètres vis-à-vis de tout dépôt ou appareil distributeur de matières inflammables, combustibles ou comburantes.

Art. 14.— Ces distances peuvent être réduites à 1 mètre, si entre ces emplacements et le stockage, est interposé un mur incombustible, stable au feu de degré 2 heures, dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du stockage, sans être inférieure à 2 mètres ; la longueur de ce mur doit être telle que les distances prévues à l'article 13 soient toujours respectées en le contournant.

Art. 15.— Tout stockage en limite de propriété devra être protégé par un mur contigu ou mitoyen stable au feu de degré 2 heures, sur une hauteur de 2 mètres.

Le stockage des bouteilles devra être à 1 mètre de ce mur.

Art. 16.— En cas d'utilisation d'équipements électriques (lampes, fils conducteurs), ils seront d'un type dit de "sécurité".

Art. 17.— Les bouteilles ne doivent pas être placées dans des conditions où elles risqueraient d'être portées à une température dépassant 50° C.

Art. 18.— Les bouteilles doivent être stockées soit debout, soit couchées. Si elles sont gérées en position couchée, les bouteilles extrêmes doivent être calées par des dispositifs spécialement adaptés à cet effet.

Art. 19.— Le stockage doit être tenu en bon état de propreté.

On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches et, en général, tout déchet combustible.

Art. 20.— Il est interdit de se livrer à l'entretien ou à la réparation des bouteilles et de leurs accessoires dans la zone de protection définie à l'article 7.

On doit s'assurer avant la mise en dépôt que les bouteilles ne fuient pas. Toute bouteille défectueuse doit être aussitôt évacuée vers une zone adaptée à son traitement.

Art. 21.— Toutes dispositions doivent être prises pour que les manipulations puissent s'effectuer sans qu'il en résulte de bruits gênants pour le voisinage ou de dommages aux bouteilles.

Moyens de secours du dépôt de bouteilles de gaz

Art. 22.— La disposition des lieux doit permettre l'évacuation rapide des bouteilles en cas d'incendie à proximité.

On doit disposer, à proximité du dépôt, d'au moins deux extincteurs NF MIH à poudre BC de 6 kg au moins.

Ce matériel doit être périodiquement contrôlé et la date de contrôle enregistrée sur une étiquette fixée à l'appareil.

Le dépôt ne doit pas être chauffé par des appareils à flamme ou à incandescence.

Des panneaux de sécurité : "défense de fumer", "stationnement interdit" seront placés en évidence.

Dispositions applicables au dépôt d'hydrocarbures

Art. 23.— Les réservoirs fixes seront construits suivant les règles de l'art et conformes aux normes NFM 88-512 et NFM 88-513.

Ils seront incombustibles, étanches, et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels. Il devra être joint au dossier un certificat d'épreuve d'étanchéité délivré par le constructeur.

Pour le cas de cuves anciennes ou douteuses, un essai d'étanchéité sera réalisé.

L'épreuve hydraulique devra être effectuée sous la responsabilité du constructeur.

Toutes les précautions devront être prises pour protéger les réservoirs, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Art. 24.— Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc...

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Art. 25.— Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif de jaugeage permettant de connaître, à tout moment, le

volume du liquide contenu ou admissible avant tout remplissage.

Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Art. 26.— En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Le réservoir devra être équipé au minimum d'un tube d'évent, ne présentant aucun risque ni inconvénient pour le voisinage, surmonté d'un grillage pare-flammes débouchant à l'air libre, à 4 mètres au moins au-dessus du niveau de stationnement du véhicule livreur et à 3 mètres en projection horizontale de toute cheminée, feu nu, porte ou fenêtre de locaux.

Art. 27.— Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaudière, moteur, atelier d'emploi), il devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé à l'extérieur des locaux et manœuvrable manuellement.

Le mode d'utilisation de ce dispositif devra être visiblement indiqué à proximité.

Les canalisations de remplissage ou de soutirage des réservoirs, même enterrées dans le sol, seront placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 28.— Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre efficace de large surface.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt seront reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 29.— Les aires de remplissage et de soutirage, les salles de pompes, devront être conçues et aménagées de telle sorte qu'à la suite d'un incident, les liquides répandus ne puissent se propager ou polluer les eaux.

Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalables.

Cuves enterrées en fosse

Art. 30.— La fosse et la dalle éventuelle qui les couvre, devront être construites en matériaux pouvant résister aux charges et poussées qu'elles seront appelées à supporter.

Cette dalle devra être incombustible.

Art. 31.— Les cuves devront être maintenues solidement de façon qu'elles ne puissent remonter sous l'effet de la poussée des eaux.

En aucun cas, une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation) ne devra se trouver au-dessous d'une cuve enterrée.

Art. 32.— Aucune canalisation, notamment d'alimentation en eau et d'évacuation d'eaux usées, de gaz ou d'électricité ne devra passer à l'intérieur ou sous la fosse.

Art. 33.— Le point le plus bas du réservoir devra se trouver à au moins 0,10 mètre au-dessus du radier. Un intervalle de 0,20 mètre devra exister entre les murs de la fosse et les parois des réservoirs, entre le point le plus haut du corps des réservoirs et le niveau inférieur de la dalle, ainsi qu'entre deux réservoirs voisins.

Art. 34.— Les seuls locaux dont l'installation est autorisée au-dessus des cuves en fosse sont ceux à usage de station-service ou de poste de distribution non surmontés d'autres locaux habités ou occupés.

Art. 35.— Les parois des réservoirs enterrés devront être situées à une distance horizontale minimale de 2 mètres des fondations de tout immeuble habité ou occupé et des limites de propriété.

Toutefois, cette distance minimale ne sera pas exigée par rapport à la limite du domaine public ou si l'installation du dépôt a été autorisée sur celui-ci.

Les parois des réservoirs enterrés devront se trouver à plus de 6 mètres et les bouches de remplissage et l'extrémité du tube d'évent à plus de 10 mètres des issues de tout établissement recevant du public.

Cas des cuves à double enveloppe

Art. 36.— Les parois des réservoirs enfouis devront être flanquées d'une couche de terre bien pilonnée d'une épaisseur minimale de 0,50 mètre à la partie supérieure du corps des réservoirs et de 1 mètre au niveau du plan diamétral horizontal.

Art. 37.— Tout passage de véhicules ou tout stockage de matériaux divers au-dessus du dépôt seront interdits à moins que le ou les réservoirs ne soient protégés par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.

Art. 38.— Moyens de secours et de lutte contre l'incendie

- un extincteur NF MIH à poudre sur roues de 50 kg ;
- deux extincteurs NF MIH à poudre BC de 9 kg par flot de distribution ;
- un extincteur NF MIH CO2 de 2 kg à proximité des boîtiers électriques ;
- un extincteur NF MIH à eau pulvérisée de 6 litres dans la salle de vente ;
- du sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, avec des pelles pour le répandre sur les fuites ou égouttures éventuelles.

Le matériel d'extinction devra être vérifié une fois l'an et la date de contrôle sera enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Art. 39.— L'ensemble de la station-service devra être défendu par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression mini-

male de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Si l'installation de ce poteau incendie s'avère impossible, l'exploitant fera connaître à l'inspection des installations classées les mesures compensatoires qu'il entend mettre en place.

Art. 40.— En cas d'incendie, le centre de secours des sapeurs-pompiers le plus proche devra être alerté ; le numéro de téléphone devra être affiché bien en évidence.

Matériels et appareils

Art. 41.— Tous les appareils et matériels susceptibles d'être générateurs ou transporteurs d'électricité statique devront avoir une mise à la terre.

Art. 42.— Toute opération de remplissage devra être contrôlée par un dispositif de sécurité qui devra interrompre automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation sera atteint.

Le dispositif devra être conforme à la norme NF M 88-502 (limiteur de remplissage pour réservoirs enterrés de stockage de liquides inflammables).

Art. 43.— Toutes les interventions intéressant les réservoirs devront figurer sur un registre tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prévention de la pollution provenant de l'aire de distribution et de l'atelier de mécanique

Art. 44.— L'aire de distribution est constituée par la partie accessible à la circulation des véhicules du rectangle englobant les zones situées à moins de 3 mètres des appareils de distribution.

Art. 45.— L'aire de distribution ou de remplissage de liquides inflammables et la dalle de l'atelier doivent être étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans un puisard d'un volume suffisant, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique.

Ce décanteur-séparateur sera conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres/heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables.

Ce dispositif sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.

Art. 46.— Les rejets traités provenant de l'aire de distribution ou de remplissage et de l'atelier devront respecter les valeurs suivantes :

- température inférieure à 35° C ;
- pH compris entre 6 et 9 ;

- MeS inférieures à 30 mg/l (*) ;
- DBO5 inférieure à 40 mg/l (*) ;
- DCO inférieure à 120 mg/l (*) ;
- hydrocarbures inférieurs à 20 ppm (*) (AFNOR T 90203) ;
- * sur un échantillon moyen sur 24 heures.

Art. 47.— En aucun cas, il ne devra y avoir communication entre le puisard et la nappe phréatique.

Autosurveillance

Art. 48.— L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour être en mesure d'informer l'inspection des installations classées des conditions globales de traitement des eaux de l'aire de distribution et de l'aire de lavage.

L'exploitant effectuera sur un échantillon moyen sur 24 heures les analyses suivantes :

- semestriellement :
 - pH ;
 - MeS ;
 - DCO ;
 - DBO5 ;
 - hydrocarbures.

Ces résultats seront adressés à l'inspection des installations classées.

Les paramètres et la fréquence des analyses pourront être modifiés par l'inspection des installations classées au vu des résultats.

Protection de l'environnement

Art. 49.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 50.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Bruits

Art. 51.— Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser :

- les jours ouvrables :
 - de 7 h à 21 h 55 dB (A)
 - de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 50 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 45 dB (A)
- les dimanches et jours fériés :
 - de 6 h à 22 h 50 dB (A)

- de 22 h à 6 h 45 dB (A)

- émergence 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Prescriptions administratives

Art. 52.— La présente autorisation ne vaut pas permis des travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle ne vaut pas autorisation de voirie pour le raccordement de la route territoriale à la station-service. Les dispositions accessoires techniques de ce raccordement (conditions de visibilité, marquage au sol, longueur des voies d'insertion et de sortie...) devront être acceptées par la direction de l'équipement.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Cette autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers.

Cette autorisation deviendra caduque si les pièces fournies s'avèrent fausses ou erronées.

Art. 53.— Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 54.— L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions du code du travail, en particulier le chapitre concernant la sécurité du travailleur.

Prescriptions générales

Art. 55.— L'établissement sera implanté et exploité conformément à la demande et aux plans déposés.

Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Art. 56.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 57 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 57.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignant toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 58.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'établissement autorisé.

Art. 59.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 4 mai 1995.
Patrick HOWELL.

ARRETE n° 2106 MER du 10 mai 1995 autorisant M. Bernard Belzer à installer et exploiter un dépôt de bois et de produits finis (meubles) (établissement de la 2e classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Moorea-Maiao).

Le ministre de l'environnement, de la culture et de la recherche scientifique,

Arrête :

Article 1er.— M. Bernard Belzer est autorisé à installer et exploiter un dépôt de bois et de produits finis (meubles) sur un terrain situé sur le lot n° 1 de la zone industrielle de Vaiare, dans la commune de Moorea-Maiao.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 2e classe, rubrique 45 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comprendra :

Art. 3.— Si le dépôt est situé à moins de 8 mètres de constructions occupées par des tiers, leurs éléments de construction présenteront les caractéristiques de résistance et de réaction au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture ou plancher haut coupe-feu de degré 1 heure ;
- portes pare-flammes de degré une demi-heure.

Art. 4.— Si le dépôt est contigu à des propriétés appartenant à des tiers, ils en seront séparés par des parois sans couverture coupe-feu de degré 2 heures.

Art. 5.— Ce dépôt ne devra en aucun cas commander les dégagements de locaux habités ou occupés par des tiers ou par le personnel.

Art. 6.— Les issues de l'établissement seront maintenues libres de tout encombrement.

Art. 7.— Les stocks de bois seront disposés de manière à permettre la rapide mise en œuvre des moyens de secours contre l'incendie. On aménagera des passages suffisants, judicieusement répartis.

Art. 8.— L'éclairage artificiel pourra être effectué par des lampes électriques à incandescence ou à fluorescence, à l'exclusion de tout dispositif d'éclairage à feu nu.

Art. 9.— Si l'éclairage du dépôt est assuré par des lampes électriques à incandescence ou à fluorescence, ces lampes seront installées à poste fixe ; les lampes ne devront pas être suspendues directement au bout de fils conducteurs ; l'emploi de lampes dites "baladeuses" est interdit.

Art. 10.— L'installation électrique, force et lumière, sera établie selon les règles de l'art, sous fourreau isolant et incombustible, de façon à éviter les courts-circuits.

Art. 11.— L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme aux prescriptions de la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Art. 12.— Il existera un interrupteur général multipolaire pour couper le courant force et un interrupteur général pour l'extinction des lumières. Ces interrupteurs seront placés en dehors du local, sous la surveillance d'un préposé responsable qui interrompra le courant pendant les heures de repos et tous les soirs après le travail. Une ronde sera effectuée le soir, après le départ du personnel et avant l'extinction totale des lumières.

Art. 13.— Il est interdit de fumer dans les dépôts. Cette consigne sera affichée en caractères très apparents sur les entrées et à l'intérieur des locaux avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction territoriale.

Art. 14.— Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit (machinerie, manutention, voiturage, etc.) sont interdits entre 20 h et 7 h.

Art. 15.— L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Art. 16.— L'installation sera pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, réserves d'eau, seaux, pompes, extincteurs, etc. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.

Art. 17.— On affichera près de l'appareil téléphonique du bureau, le numéro d'appel du poste des sapeurs-pompiers le plus proche ainsi que les consignes à observer en cas d'incendie.

*Prescriptions se rapportant
à la sécurité des travailleurs*

Art. 18.— L'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions du code du travail, en particulier le chapitre concernant la sécurité du travailleur.

Protection de l'environnement

Art. 19.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 20.— Les déchets et résidus produits par les installations seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets industriels seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet, dans les conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

Art. 21.— L'installation sera construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., sera installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

Le bruit mesuré en tout point de la limite de propriété ne devra pas dépasser les valeurs suivantes :

- *les jours ouvrables :*
 - de 7 h à 21 h 70 dB (A)
 - de 6 h à 7 h et de 21 h à 22 h 65 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 60 dB (A)
- *les dimanches et jours fériés :*
 - de 6 h à 22 h 60 dB (A)
 - de 22 h à 6 h 55 dB (A)
- *émergence* 3 dB (A).

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Art. 22.— Prescriptions administratives

La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 23.— Prescriptions générales

Des prescriptions complémentaires pourront à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 24.— L'installation devra être défendue par un poteau d'incendie normalisé de 100 mm, assurant un débit de 17 litres/seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 150 mètres des accès principaux.

Art. 25.— Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions de l'article 26 du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

Art. 26.— L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

La tenue d'un registre consignait toutes ces opérations pourra être exigée.

Art. 27.— L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 28.— Le délégué à l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressé.

Fait à Papeete, le 10 mai 1995.
Patrick HOWELL.

Par arrêté n° 1995 MER du 4 mai 1995.— L'association de pêcheurs Farearoa dite "Association Farearoa" dont le siège social est fixé à Teahupoo, est autorisée au titre de la régularisation, à installer et exploiter une cuve d'hydrocarbures sur une partie de la terre "Farearoa" sise à Teahupoo, P.K. 17,100, côté mer, dans la commune de Taiaapu-Ouest.

L'"Association Farearoa" est tenue de respecter les prescriptions de l'arrêté type n° 130 (fixé par arrêté n° 903 CM du 7 août 1992 modifié et publié au J.O.P.F. n° 34 du 20 août 1992) concernant les dépôts de liquides inflammables représentant une capacité nominale totale supérieure ou égale à 400 litres mais inférieure à 3.000 litres.

Equipements et caractéristiques

L'installation qui relève de la 2e classe, rubrique 130-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprendra :

- une cuve aérienne de 2.800 litres avec cuvette de rétention de même capacité.

L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Par arrêté n° 2107 MER du 10 mai 1995.— L'"Association des pêcheurs professionnels en haute mer de Hitiaa" dont le siège social est fixé à Hitiaa, P.K. 38, est autorisée au titre de la régularisation, à installer et exploiter une cuve d'hydrocarbures sur un terrain sis au P.K. 38, côté mer, dans la commune de Hitiaa O Te Ra.

L'"Association des pêcheurs professionnels en haute mer de Hitiaa" est tenue de respecter les prescriptions de l'arrêté type n° 130 (fixé par arrêté n° 903 CM du 7 août 1992 modifié et publié au J.O.P.F. n° 34 du 20 août 1992) concernant les dépôts de liquides inflammables représentant une capacité nominale totale supérieure ou égale à 400 litres mais inférieure à 3.000 litres.

Equipements et caractéristiques

L'installation qui relève de la 2e classe, rubrique 130-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement comprendra :

- une cuve aérienne de 2.000 litres avec cuvette de rétention de même capacité.

L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE

ARRETE n° 10-95 Prés./AT du 9 mai 1995 modifiant l'arrêté n° 90-50 Prés./AT du 5 octobre 1990 portant création du service des finances et de la comptabilité de l'assemblée territoriale.

Le président de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 modifiée portant réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire ;

Vu l'arrêté n° 90-50 Prés./AT du 5 octobre 1990 portant création du service des finances et de la comptabilité de l'assemblée territoriale,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 90-50 Prés./AT du 5 octobre 1990 est modifié comme suit :

- Il est créé deux sections chargées des finances et de la comptabilité de l'assemblée territoriale.

Art. 2.— L'article 2 de l'arrêté précité est modifié comme suit :

"Ces sections ont pour attributions :

A) Section solde

- a) Calcul, liquidation, ordonnancement et mandatement des rémunérations, traitements et indemnités du personnel et des conseillers territoriaux de l'assemblée territoriale ;
- b) Versement des charges sociales ;
- c) Versement de la retraite des conseillers territoriaux ;
- d) Traitement et émission des ordres ou titres de recette (remboursement de salaires et cotisations perçus à tort etc...) ;
- e) Situations comptables mensuelles, trimestrielles et annuelles ;
- f) Transmission des documents comptables, enregistrement, archivage et rédaction des réponses aux correspondances relatives aux attributions de la "section solde" ;
- g) Préparation du budget de l'assemblée territoriale en collaboration avec les commissions compétentes ;
- h) Toutes autres opérations relatives aux attributions de la "section solde".

b) Section facturation et matériels

- a) Liquidation, ordonnancement et mandatement des autres dépenses de fonctionnement de l'assemblée territoriale ;
- b) Emission des titres de recettes concernant la dotation de fonctionnement et d'investissement ainsi que les ordres ou titres de recettes en atténuation de dépenses ;
- c) Liquidation, ordonnancement et mandatement des dépenses d'investissement ;
- d) Etablissement des bons de transport et des bons de commande ;
- e) Remboursement des frais de passage ;
- f) Acquisition et gestion des matériels ;
- g) Suivi de l'inventaire du mobilier et du matériel de l'assemblée territoriale ;
- h) Elaboration et exécution des marchés publics ;
- i) Situations comptables mensuelles, trimestrielles et annuelles ;
- j) Transmission des documents comptables, enregistrement, archivage et rédaction des réponses aux correspondances relatives aux attributions de la "section facturation et matériels" ;
- k) Préparation, du budget de l'assemblée territoriale en collaboration avec les commissions compétentes ;
- l) Toutes autres opérations relatives aux attributions de la "section facturation et matériels".

Art. 3.— Les articles 3 et 4 de l'arrêté sus-mentionné sont abrogés.

Art. 4.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 9 mai 1995.
Tinomana EBB.

ACTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****RECOMMANDATION n° 95-2 du 25 avril 1995 du Conseil supérieur de l'audiovisuel à l'ensemble des services de radiodiffusion sonore et de télévision en vue des élections municipales des 11 et 18 juin 1995.**

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment ses articles 1er, 13, 14, 16, 28, 83 et 105-III ;

Vu le code électoral ;

Vu le décret n° 95-269 du 10 mars 1995 fixant la date du renouvellement des conseils municipaux ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel adresse à l'ensemble des services de communication audiovisuelle la recommandation suivante, qui s'applique à compter du lundi 8 mai 1995 :

I. - La couverture de l'actualité liée aux élections municipales

Les dispositions suivantes s'appliquent à l'ensemble des émissions diffusées tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale ou locale.

Les prises de position, les comptes rendus, commentaires et présentations auxquels donnent lieu les élections municipales sont exposés avec un souci constant d'équité.

Les services de communication audiovisuelle veillent à ce que les listes, les personnalités ou formations politiques qui les soutiennent bénéficient d'un accès à l'antenne équitable.

Les diffuseurs nationaux et régionaux veillent à ne pas consacrer une couverture disproportionnée à certaines circonscriptions.

Lorsqu'il est traité d'une circonscription donnée, les services de communication audiovisuelle veillent à rendre compte de l'ensemble des listes candidates.

II. - La couverture de l'actualité non liée aux élections municipales

En ce qui concerne la couverture de l'actualité nationale ou internationale non liée aux élections, la règle dite des « trois tiers », selon laquelle le Gouvernement, la majorité parlementaire et l'opposition parlementaire disposent d'un temps de parole égal, continue de s'appliquer.

III. - Autres obligations

1. Les collaborateurs des services de communication audiovisuelle qui seront candidats doivent veiller à ce que leurs éven-

tuels interventions à l'antenne ou à l'écran ne puissent avoir aucune incidence électorale de nature à porter atteinte à l'égalité des candidats devant les moyens de propagande et donc à la sincérité du scrutin.

Les mêmes collaborateurs s'abstiennent de paraître à l'antenne ou de s'exprimer sur les ondes, dans l'exercice de leurs fonctions, à partir du 26 mai 1995 et jusqu'au dimanche 11 juin après la clôture du scrutin ou jusqu'au dimanche 18 juin après la clôture du scrutin en cas de présence au second tour de scrutin.

2. Les services de communication audiovisuelle veillent à ce que l'utilisation qui pourrait être faite d'archives audiovisuelles comportant des images ou paroles de personnalité de la vie publique :

- ne donne pas lieu à des montages ou utilisations susceptibles de déformer le sens initial du document ;
- soit systématiquement assortie de la mention Images d'archives et de la date du document.

3. La société R.F.O. pour son programme de télévision, les sociétés France 3 et M 6, pour leurs programmes régionaux ou locaux, les télévisions locales privées doivent transmettre au conseil les relevés des temps de parole des personnalités politiques concernant l'actualité liée et non liée aux élections municipales.

4. Les principes dégagés par la jurisprudence du juge de l'élection doivent être scrupuleusement respectés.

En particulier, la diffusion de propos diffamatoires, mensongers, injurieux ou apportant des éléments nouveaux de polémique électorale à une date ou dans des conditions rendant une réponse impossible ou inopérante est de nature à fausser la sincérité du scrutin et partant à entraîner son annulation.

Le conseil rappelle que l'utilisation abusive par l'une des listes en présence des moyens de communication audiovisuelle peut être de nature à entraîner l'annulation des résultats de l'élection.

IV. - Dispositions diverses

Il est rappelé que :

1. L'article 14 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée interdit les émissions publicitaires à caractère politique.

La rédaction de l'article L. 52-1, premier alinéa, du code électoral, issue de la loi n° 90-55 du 15 janvier 1990, confirme l'interdiction de la propagande électorale par des procédés de publicité commerciale pendant les trois mois précédant le scrutin par tous moyens de communication audiovisuelle.

2. En application de l'article L. 52-1, deuxième alinéa, du code électoral :

« A compter du premier jour du sixième mois précédant le mois au cours duquel il doit être procédé à des élections générales, aucune campagne de promotion publicitaire des réalisations ou de la gestion de cette collectivité ne peut être organisée sur le territoire des collectivités intéressées par le scrutin. »

3. Conformément à l'article L. 49, alinéa 2, du code électoral, à partir de la veille du scrutin à 0 heure, il est interdit de diffuser ou de faire diffuser par tout moyen de communication audiovisuelle tout message ayant le caractère de propagande électorale.

4. Conformément à l'article L. 52-2 du code électoral, aucun résultat de l'élection, partiel ou définitif, ne peut être communiqué au public, par tout moyen de communication audiovisuelle, avant la fermeture du dernier bureau de vote sur le territoire métropolitain. Il en est de même dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les collectivités territoriales avant la fermeture du dernier bureau de vote dans chacun des départements, territoires et collectivités territoriales concernés.

5. Conformément à l'article 11 de la loi du 19 juillet 1977 modifiée relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion, la diffusion et le commentaire de tout sondage ayant un rapport direct ou indirect avec une élection sont interdits par quelque moyen que ce soit pendant la semaine qui précède le scrutin ainsi que pendant le déroulement de celui-ci.

6. Les services de télévision ont l'obligation de mettre en œuvre, le cas échéant, le droit de réponse institué par l'article 6 de la loi du 29 juillet 1982, maintenu en vigueur par la loi du 30 septembre 1986 modifiée susvisée.

Fait à Paris, le 25 avril 1995.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :
Le président,
H. BOURGES.

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

SERVICE DE L'URBANISME

AVIS OFFICIEL N° L/95-3 AU

Le service de l'urbanisme a été saisi par l'Etude Vanhaecke et Clémencet mandataire de M. Georges, dit René Quesnot, d'une demande d'autorisation de lotir en 27 lots sur les terres Tiahura 1 et Afaatetea 2 sises à Haapiti, commune de Moorea-Maiao.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de

la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction", téléphone : 46.80.28) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus pendant 1 mois à compter de la date de la présente publication.

Fait à Papeete, le 4 mai 1995.
Le chef du service de l'urbanisme,
Paul DANTU.

AVIS OFFICIEL N° L/95-5-4 AU

Le service de l'urbanisme a été saisi par M. Joseph Laine d'une demande d'autorisation de lotir en onze (11) lots sur le domaine Brown sis à Papeari, commune de Teva I Uta.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction", téléphone : 46.80.28) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus pendant 1 mois à compter de la date de la présente publication.

Fait à Papeete, le 5 mai 1995.
Le chef du service de l'urbanisme,
Paul DANTU.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES MARQUISES POUR LE MOIS D'AVRIL 1995

COMMUNE DE UA POU

Travaux autorisés le 4 avril 1995

N° 21-95-PC MAE/AU.MAR., M. Nicolas Sanquer, ministre de l'éducation, jeunesse et sports, parcelle territoriale sans nom sise à Hakahau, un bâtiment à usage de dortoir.

Travaux autorisés le 26 avril 1995

N° 28-95-PC MAT/AU.MAR., M. Kohumoetini Michel, parcelle de la terre Kuatemumu 2, n° 85, sise à Hakahau, une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAHUATA

Travaux autorisés le 4 avril 1995

N° 22-95-PC MAE/AU.MAR., M. Vaimaa Teikituitevao Louis, parcelle de la terre Pekechau-Topeanai sise à Motopu, une maison d'habitation.

COMMUNE DE FATU HIVA*Travaux autorisés le 4 avril 1995*

N° 23-95-PC MAE/AU.MAR., M. Kamia Teikivehetope, maire de la commune de Fatu Hiva, parcelle n° 117 de la terre Pohokua sise à Hanavave, un logement de fonctions (instituteur).

COMMUNE DE HIVA OA*Travaux autorisés le 4 avril 1995*

N° 24-95-PC MAE/AU.MAR., M. Heitaa Gabriel, parcelle n° 2133 de la terre Motutapu sise à Atuona, 3 bungalows touristiques (agrandissement pension).

Travaux autorisés le 6 avril 1995

N° 25-95-PC MAE/AU.MAR., M. Heitaa Gabriel, parcelle du domaine portuaire de Tahauku sise à Atuona, une station-service.

COMMUNE DE NUKU HIVA*Travaux autorisés le 6 avril 1995*

N° 26-95-PC MAE/AU.MAR., M. et Mme Kimitete Lucien et Débora, parcelle B1 de la terre Kohuhunui n° 2, sise à Taiohae, une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 avril 1995

N° 29-95-PC MAT/AU.MAR., M. Kimitete Lucien, maire de la commune de Nuku Hiva, parcelle F de la terre Vainaho sise à Taiohae, un bâtiment à usage de pharmacie.

COMMUNE DE UA HUKA*Travaux autorisés le 26 avril 1995*

N° 27-95-PC MAT/AU.MAR., Mme Haaiiau Hélène, veuve Brown, parcelle de la terre Tauuakataha 2, n° 48, sise à Vaipaea, une maison d'habitation.

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS
DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE ARUE
POUR LE MOIS D'AVRIL 1995**

Travaux autorisés le 11 avril 1995

N° 95-188-1, M. Maxime Foucaud et Mlle Victorine Komoe, parcelle cadastrée 249, section D (parcelle C de la terre Tamahana), P.K. 4, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 94-1374-1, M. Marcelino Tehaamoana, lot 45 du lotissement Erima, lot C, 1 mur de soutènement.

PARTIE NON OFFICIELLE**ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES**

**ETAT DES INSCRIPTIONS REÇUES
AU REGISTRE DU COMMERCE DE PAPEETE
PENDANT LE MOIS D'AVRIL 1995**

Personnes physiques

N° 23.273-A du 3 Tetuaveroa Via
N° 23.274-A du 3 Bodin Gilles Félix Michel Tefauura

N° 23.275-A	du 4	Gatien Ramon Jean Fanauatea
N° 23.276-A	du 4	Ihorai Claire Marie-Jeanne Maire (2e jumelle) épouse Utia
N° 23.277-A	du 4	Teriitahi Adrien Atamoe
N° 23.278-A	du 4	Granger Olivier Jean-René
N° 23.279-A	du 4	Kamia Teaiiki Teikivehetope
N° 23.280-A	du 5	Sandford Jean-François
N° 23.281-A	du 5	Voune Tom Stéphane
N° 23.282-A	du 5	Timau Siméon Makahonu
N° 23.283-A	du 5	Selam Franck Elie
N° 23.284-A	du 6	De Lala Bruno Léopold Yves
N° 23.285-A	du 6	Hebert Marc Jules Georges
N° 23.286-A	du 6	Paoaafaite Juliana Hinano
N° 23.287-A	du 6	Fortin Evelynne Louise épouse Tau
N° 23.288-A	du 6	Pou Antonio
N° 23.289-A	du 6	Camus épouse Glad Corine Anne Huguette Georgia
N° 23.290-A	du 6	Tetauru Maroua Gervais
N° 23.291-A	du 6	Lau Norbert
N° 23.292-A	du 7	Tamahahe Remuna
N° 23.293-A	du 7	Pangier Eugène
N° 23.294-A	du 7	Lau Won Tchén
N° 23.295-A	du 7	Samoncini épouse Hautz Marie Henriette
N° 23.296-A	du 7	Vairaaroa John Benjamin Taputu
N° 23.297-A	du 7	Villierme Charles Mike Taro
N° 23.298-A	du 7	Hunter Franck Eric Terii
N° 23.299-A	du 7	Walter Catherine Marie Marguerite
N° 23.300-A	du 7	Bennett Robert Tahu
N° 23.301-A	du 7	Tevero Pascalino
N° 23.302-A	du 7	Papa Marie Nere épouse Faatau
N° 23.303-A	du 7	Peltier Maeva Christine Michèle Simone
N° 23.304-A	du 7	Auraa Carlos
N° 23.305-A	du 10	Purakaueke Jean-Marie Edouard
N° 23.306-A	du 10	Granoud Olivier Paul
N° 23.307-A	du 10	Pegaitaz Gilles Didier Albert
N° 23.308-A	du 11	Sanne Jacques
N° 23.309-A	du 11	Moutham Clément
N° 23.310-A	du 11	Bernière Alexandre Toanui
N° 23.311-A	du 11	Champeau Thierry Pierre
N° 23.312-A	du 11	Wan Phook Cédric Moeroa
N° 23.313-A	du 12	Cheong-Sang Julot
N° 23.314-A	du 12	Serafin Nicole Anna
N° 23.315-A	du 13	Dormier Pascal Jean
N° 23.316-A	du 13	Lai Ah Che Gérard
N° 23.317-A	du 13	Maifano Joseph Puniava Vito Maurice
N° 23.318-A	du 13	Tagaroa Ahitaga
N° 23.319-A	du 13	Tepa Jean Yves Teehu
N° 23.320-A	du 13	Tachau Emelia
N° 23.321-A	du 18	Renoux Dominique
N° 23.322-A	du 18	Holman épouse Tumahai Mireille Mareura
N° 23.323-A	du 18	Bilbaut Patrick Gérard Paul Edmond
N° 23.324-A	du 18	Teheura Karl Timoua
N° 23.325-A	du 18	Teuri Jacqueline Maeva
N° 23.326-A	du 18	Taerea Pierre
N° 23.327-A	du 19	Jamet Marcel Heimata
N° 23.328-A	du 19	Wang Gatien
N° 23.329-A	du 19	Tuhaka Maru Eria
N° 23.330-A	du 19	Hamau Jean-Pascal

N° 23.331-A	du 20	Lee Léa épouse Baude
N° 23.332-A	du 20	Wong Wai Tong Manutahi Yao Tching
N° 23.333-A	du 20	Wong Joseph
N° 23.334-A	du 20	Patere Maeva
N° 23.335-A	du 20	Temeharo Atonia Jérôme
N° 23.336-A	du 21	Lai Sou Sing
N° 23.337-A	du 21	Mahai Hitoma
N° 23.338-A	du 21	Wolher Robert
N° 23.339-A	du 21	Porlier Adrien Hippolyte Tapuhi
N° 23.340-A	du 21	Voirin Fanaura Nathalie
N° 23.341-A	du 21	Tahi Teumere Gina
N° 23.342-A	du 21	Tumahai Marc Marurai
N° 23.343-A	du 21	You Kai Ming René
N° 23.344-A	du 21	Patu Titona Thierry
N° 23.345-A	du 21	Zinguerlet Lenick Ruta
N° 23.346-A	du 21	Napuaui Tauihanui
N° 23.347-A	du 21	Gangloff Jacques
N° 23.348-A	du 21	Ruahé Penina
N° 23.349-A	du 21	Tetuahiti Virginia
N° 23.350-A	du 21	Triboulet Thomas Henri
N° 23.351-A	du 21	Chand Patrick
N° 23.352-A	du 21	Bourgoin Frédéric Bernard
N° 23.353-A	du 21	Taupua Alex Romu
N° 23.354-A	du 21	Millasseau Bruno
N° 23.355-A	du 21	Hauoro Tetihia
N° 23.356-A	du 21	Da Conceicao Castelo Francisco
N° 23.357-A	du 21	Fareura Véronique Tetuareia
N° 23.358-A	du 21	Tekurahopu Tuahu Michel
N° 23.359-A	du 21	Brosious Lina Moana
N° 23.360-A	du 21	Counory Jean-Louis Charles Gilbert
N° 23.361-A	du 21	Bigorgne François Alexandre Tou Tai
N° 23.362-A	du 21	Taamino Mapuna Tahuri Tepori
N° 23.363-A	du 25	Gouaere Jean-François Denis
N° 23.364-A	du 26	Tinau Georges
N° 23.365-A	du 26	Airima Georges Heitapu
N° 23.366-A	du 26	Dubois Roger Mata
N° 23.367-A	du 26	Tahirori Stello Tiahauhee
N° 23.368-A	du 26	Teritua-Yao Tham Sao Eugénie Tetuanui
N° 23.369-A	du 26	Rai Josiane
N° 23.370-A	du 27	Vivish Wilsteve Taia
N° 23.371-A	du 27	Asen veuve Arbelot Huiraa
N° 23.372-A	du 27	Matuafau Fau Gladys Hina
N° 23.373-A	du 27	Roapamoa Adèle épouse Fernandez
N° 23.374-A	du 27	Roapamoa Rose épouse Mahaa
N° 23.375-A	du 27	Togakaputa Pavo Tekura
N° 23.376-A	du 27	Meier Bernard
N° 23.377-A	du 27	Keraudren Didier
N° 23.378-A	du 27	Tevahitua Juanita épouse Foster
N° 23.379-A	du 27	Poujoulat Valérie Dominique
N° 23.380-A	du 27	Maiti Ernest Angélo Teiva
N° 23.381-A	du 28	Mehao Noëlle Mere
N° 23.382-A	du 28	Brander Josette Marie Urciata
N° 23.383-A	du 28	Maihotia Diana Heiata
N° 23.384-A	du 28	Tauru Carl
N° 23.385-A	du 28	Grand-Pittmann Arsène Puataaroa
N° 23.386-A	du 28	Girardot Marc
N° 23.387-A	du 28	Tchung Fo Chong Amélia épouse Malbrun

Personnes morales

N° 5.459-B	du 4	S.A.R.L. Tahiti Energies Nouvelles Ten
N° 5.460-B	du 5	S.A.R.L. Eurotek Industries Limited
N° 5.461-B	du 6	S.A.R.L. Tahiti Golf Loisirs
N° 5.462-C	du 6	S.C.I. Na Te Here
N° 5.463-C	du 6	S.C. d'attribution "Vetea"
N° 5.464-C	du 7	S.C.I. Manulele
N° 5.465-C	du 11	S.C.I. Tahiti Pacific Center
N° 5.466-B	du 11	S.A.R.L. Mateco
N° 5.467-B	du 12	E.U.R.L. Cherokee
N° 5.468-B	du 13	S.A.R.L. Maeva Distribution
N° 5.469-B	du 18	S.A. Services et Transports Cruise Line 2 (STCL2)
N° 5.470-B	du 20	S.A.R.L. La Jument
N° 5.471-B	du 21	E.U.R.L. Arg Polynésie
N° 5.472-B	du 21	E.U.R.L. Société nouvelle d'exploitation du Zizou Bar
N° 5.473-C	du 21	S.C.I. Geloxe
N° 5.474-B	du 21	S.A.R.L. Pacificom
N° 5.475-B	du 21	S.A. Les Thoniers de Tahiti
N° 5.476-B	du 24	S.A.R.L. Le Jardin de la mer
N° 5.477-B	du 24	S.A.R.L. Lagon côté montagne
N° 5.478-C	du 28	S.C. Apiti
N° 5.479-C	du 28	S.C. H.V.B.

Radiations de personnes physiques

N° 19.917-A	du 3	Tran Manh Sung Géraldine
N° 20.374-A	du 3	Tetuaveroa Christine
N° 20.579-A	du 3	Guilloux Marius Vidal
N° 10.436-A	du 3	Butscher Raunui
N° 20.620-A	du 3	Tefau Moeata Janine
N° 19.555-A	du 3	Taaviri Moura Serge
N° 21.039-A	du 3	Tapu Angel
N° 21.478-A	du 3	Rameha Sandra Heiata
N° 21.289-A	du 3	Tepava Hiro Kenny
N° 23.227-A	du 4	Milazzo épouse Halper Christiane (double emploi)
N° 22.053-A	du 4	Lot Frédéric
N° 21.898-A	du 4	Tepahauaitapari Pierrot Alphonse
N° 20.067-A	du 5	Tuaiva Tetuareva
N° 22.994-A	du 6	Garbolino Christian Pierre
N° 19.882-A	du 6	Teihotaata Sylvie Heiata
N° 15.643-A	du 6	Vaiho Taruis Tetuapuihau
N° 19.521-A	du 6	Lazo Emmanuel
N° 13.207-A	du 6	Tau Pierre
N° 20.099-A	du 7	Ihopu Martine
N° 22.606-A	du 7	Pierre Christine Emmanuelle
N° 8.980-A	du 7	Tahitorai Atonia Viritini
N° 20.326-A	du 10	Voirin Alphonse
N° 17.936-A	du 10	Tupea Rodolphe
N° 21.881-A	du 11	Duclos Colette Jacqueline épouse Barbier
N° 23.135-A	du 11	Maoni Charles
N° 22.332-A	du 11	Nachu Mirella Teraimateata épouse Foliaki
N° 14.762-A	du 11	Sommers Paniroro Charles (dcd)
N° 10.544-A	du 11	Chaine Tetua
N° 21.264-A	du 11	Kapiri Vaea

N° 11.022-A	du 12	Itaia Oi Iri
N° 22.078-A	du 12	Bastelica Georges
N° 1.897-A	du 13	Sanford Robert
N° 10.220-A	du 13	Sorbet Jacky
N° 22.316-A	du 13	Antai Poura Cat
N° 22.531-A	du 13	Rousseau Maxime
N° 17.201-A	du 18	Martin Jean-Louis
N° 22.803-A	du 18	Ho Cathy
N° 20.493-A	du 19	Garegnani Denis
N° 14.719-A	du 20	Kohumoetini Patrice
N° 1.847-A	du 20	Wong Wai Tong Tehen Liauo (dcd)
N° 22.027-A	du 20	Drost Timothy
N° 19.684-A	du 21	Teterchen Daniel
N° 23.179-A	du 21	Vero Paroe
N° 23.241-A	du 21	Lou Line
N° 17.299-A	du 21	Teoroi Firmin
N° 21.585-A	du 21	Marac épouse Tamaehu Meketa
N° 11.880-A	du 21	Tematahotoa Temairitua
N° 2.933-A	du 21	Ly Sao Thomas
N° 14.982-A	du 24	Mervin Alexandre
N° 23.148-A	du 24	Taharia Noël
N° 23.149-A	du 24	Kahiha Venance
N° 21.726-A	du 25	Taiarui Marc
N° 21.703-A	du 25	Lebailly Pierre
N° 16.209-A	du 25	Cierfoc épouse Teihoarii Justine
N° 23.179-A	du 26	Vero Paroe
N° 17.005-A	du 26	Rere Romane
N° 15.868-A	du 27	Lai Daniel
N° 20.361-A	du 27	Roques Violaine
N° 20.484-A	du 27	Teharuru Raitupu
N° 17.605-A	du 27	Mariteragi Céline épouse Poroi
N° 20.710-A	du 27	Tchoung-Yao Layna
N° 22.571-A	du 27	Foster Teriivaetua
N° 10.663-A	du 28	Lucas Georgette épouse Sommers
N° 17.246-A	du 28	Brossel Didier
N° 22.178-A	du 28	Lafargue Patricia Marie-Pierre
N° 1.449-A	du 28	Chevrier épouse Chan Alexandrine Hélène

Radiations de personnes morales

N° 4.116-B	du 4	S.A.R.L. "Tahitian Coconut Chocolate"
N° 4.236-B	du 24	S.A.R.L. "Villedieu Occasions"
N° 4.716-B	du 26	E.U.R.L. "Agence Tahitienne de Contentieux"

Fait à Papeete, le 5 mai 1995.

Le greffier en chef,

C. LY.

Société Civile Professionnelle
Claude VANHAECKE et Philippe CLEMENCET
Titulaire d'un Office notarial
60, rue Dumont-d'Urville
PAPEETE

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 3 mai 1995, les associés de la société en nom collectif "LERIE REY ET COMPAGNIE", dénommée "SOCIETE de l'HOTEL BEL AIR", dont le siège social est à PUNAAUIA, P.K. 7,500, immatriculée au R.C.S. de Papeete sous le numéro 27 B,

Ont décidé la dissolution anticipée de ladite société et sa liquidation amiable, à compter du même jour.

Le siège de la liquidation a été fixé au siège de la société civile professionnelle "Claude VANHAECKE et Philippe CLEMENCET" susnommée, B.P. 35 à Papeete.

M. André Ronel REY, demeurant à PUNAAUIA, a été nommé en qualité de liquidateur.

Mention des présentes sera faite au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete
KATIU TAHITI PERLES
Société civile au capital de 10.000.000 F CFP
Siège social : Katu (Tuamotu)
R.C.S. : Papeete n° 629-B

CHANGEMENT DE GERANT

Il résulte d'un acte aux minutes de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete, en date des 18 et 21 avril 1995, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

*Mention ancienne**Gérant*

M. Pierre RAYNAL, demeurant à MILLY-LA-FORET (Essonne), 8, rue Farnault, nommé pour une durée non limitée.

*Mention nouvelle**Gérant*

M. Robert WAN, demeurant à Papeete, Patutoa, Village Vaïete.

Pour avis,

A. Cormier, notaire.

Etude de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete
TIKICHIMIC
Société anonyme au capital de 70.000.000 F CFP
Siège : Punaauia, zone Industrielle de la Punaruu
R.C.S. : Papeete n° 891-B

Il résulte des décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire du 29 mars 1995 les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Forme : Société anonyme à directoire et conseil de surveillance.

Membres du conseil de surveillance :

- M. Augusto CONFALONIERI, demeurant à Punaauia ;
- M. Dominique AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,6 ;
- M. Warren ELLACOTT, demeurant à Papeete.

Président du conseil de surveillance :

- M. Augusto CONFALONIERI.

Membres du directoire :

- Mme Odette AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,6 ;
- M. Didier CHOMER, demeurant à Punaauia, Lotus.

Nouvelle mention

Forme : Société anonyme de type classique.

Administrateurs :

- M. Dominique AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,6 ;
- Mme Odette AUROY, demeurant à Arue, P.K. 3,6 ;
- M. Didier CHOMER, demeurant à Punaauia, résidence Lotus ;
- M. Warren ELLACOTT, demeurant à Arue, P.K. 6.

Président du C.A. :

- M. Didier CHOMER, demeurant à Punaauia, résidence Lotus.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

ANNONCES DIVERSES**SYNDICAT DE L'HOTELLERIE DE TAHITI ET DES ILES**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(15 mars 1995)

Secrétaire général	: TERIINOHORAI Atonia
Secrétaires généraux adjoints	: MILLER Taina TERAITURI Eugène
Trésorier général	: AVAEMAI Lazarre
Trésoriers généraux adjoints	: TEIVA Miriama ETAIA Williams
Secrétaire archiviste	: TAUMIHAU Paloma
Secrétaires archivistes adjoints	: MAITERAI Désirée LENOIR Célestin
Commissaires aux comptes	: PORSENNI Christine WHITE Max
Conseiller juridique	: PENI Heifara
Conseillers technique	: TAPEA Tu NOUVEAU Eugène
Assesseurs	: A'A Emilienne GRILLET Pascal HIRO Sandor HOTAHOTA Ozane AVAEMAI Tiare POROI Juliano TERAITURI Odette PUROU Eliane

ASSOCIATION MOUVEMENT JEUNESSE SALEMA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(2 mai 1995)

Président	: TEAUNA Adrien
Vice-président	: TEMAURI Vini
Secrétaire	: HIKUTINI Julien
Secrétaire adjoint	: TEAUNA Victor
Trésorier	: PIROTUA Léopold
Trésorier adjoint	: TEAUNA Thierry

SYNDICAT DES GENS DE MER

Ont été élus, au scrutin secret, pour le bureau syndical :

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 avril 1995)

Président	: BOOSIE Yannick
1er vice-président	: TUPANA Pioi
2e vice-président	: VIDAL Thierry
Trésorier	: LEJEUNE Frédéric
Trésorier adjoint	: TETUAMANUHIRI Wilfrid

Ont été élus, à main levée, pour le conseil d'administration, en sus des membres du bureau syndical :

CONSEIL D'ADMINISTRATION

(Au titre de la section des officiers)

Membre (officier pont)	: TAITI Louis
Membre (officier méca)	: DUMAS Christian

(Au titre de la section des subalternes)

Membre (subalterne pont)	: HATTITIO Tetefia
Membre (subalterne méca)	: MARAETEFU Jean-Pierre

Ont été proposés par l'assemblée générale et élus à main levée pour la commission de contrôle :

COMMISSION DE CONTROLE

Membres contrôleurs	: HAUATA Rony MOOROA Eric HATTITIO Maurice BECHER Michel SUE Thierry
---------------------	--

ROYAL CASINO CLUB PRIVE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 avril 1995)

Président	: MAKER Yann Danny
Secrétaire	: CHEONG SANG Patricia
Trésorière	: FAATAU Gertrude Poenui

ASSOCIATION SPORTIVE JEUNESSE TIORI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 mars 1995)

Président d'honneur	: TAURAATUA Airima
Président	: SAM YIOU Richmond
Vice-président	: AIRIMA Ahuura
Secrétaire	: TEURI Anatila
Secrétaire adjointe	: TAMA Hana
Trésorière	: SAM YIOU Ginette
Trésorière adjointe	: AIRIMA Georgina

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII TIAPITO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 avril 1995)

Président	: TERIEROOITERAI Sylvain
Vice-président délégué	: TUTAIRI Clerman
Vice-présidents	: KAROPARUA Tetua VAHIRUA Fabrice
Secrétaire	: TAURAA Anna
Secrétaire adjointe	: TERIIPAA Augustine
Trésorier	: TEHARURU Alphonse
Trésorier adjoint	: ANUU Auguste
Commissaire aux comptes	: ANUU Luc
Président section football	: BUCHIN Albert

COOPERATIVE SCOLAIRE DE FARE VA'A MATERNELLE
*Anciennement dénommée***COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE AMATAHIAPU MATERNELLE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(4 avril 1995)

Présidente	: LILLOUX Vasthi
Vice-présidente	: GUYOT Vairca
Secrétaire	: NEUFFER Noéline
Secrétaire adjointe	: LO Maeva
Trésorière	: TEIHOTAATA Roda
Trésorière adjointe	: LEE Angéline

ASSOCIATION SPORTIVE TOAHOTU
SECTION VOLLEY-BALL**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 septembre 1994)

Président d'honneur	: LUCAS Joseph
Président	: MANEA Lovine
Vice-présidents	: TAURAATUA Pierre TEVAEARAI Albert
Secrétaire	: TEVAEARAI André
Secrétaire adjoint	: TEVAEARAI Joël
Trésorier	: PUNUA Francky
Trésorier adjoint	: TEVAEARAI Elie

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE PRIMAIRE DE PAOPAO**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 septembre 1994)

Présidente	: MAI Ninirei
Vice-président	: POMMIEZ Yves
Secrétaire	: MAI Norine
Secrétaire adjointe	: FRIEDMAN Blanche
Trésorier	: WIN Théodore
Trésorier adjoint	: MAIAU Hoani

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE MATERNELLE DE TIAMA'O**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 janvier 1995)

Présidente	: FIRUU Vérona
Vice-présidente	: TAMAHAHE Heipua
Secrétaire	: TEHEI Mocana
Secrétaire adjointe	: MARTIN Karen
Trésorier	: TETOPATA Georges
Trésorière adjointe	: TETUA Christiane
Assesseurs	: TUTAVAE Brigitte MENDELSON Valérie

COOPERATIVE DE L'ECOLE SAINTE-ANNE D'ATUONA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(4 avril 1995)

Présidente	: CHIMIN Patricia
Secrétaire	: KAMIA Christine
Trésorière	: CLARK Elvina
Trésorière adjointe	: JAMET Marcelline
Contrôleur aux comptes	: GAUBIL Christiane

ASSOCIATION "ARI'O'I HEIKURA-NUI"
FOLKLORIQUE, CULTURELLE ET ARTISANALE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(28 avril 1995)

Président d'honneur	: GRAFFE Raymond
Président	: HOTO Arthur
Vice-président	: HOTO Wilfrid
Secrétaire	: PARAU Arii
Secrétaire adjoint	: MAI Richard
Trésorière	: HOTO Béatrice
Trésorière adjointe	: PIHAATAE Claire
Assesseurs	: PIHA Léon PIRITUA Stéphane TEHAHE Temaeva

LIGUE DE VA'A DE RAIATEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(30 janvier 1995)

Présidents d'honneur	: BROTHERSON Philippe HIRO Toni
Président	: TEFAATAU Teddy
Vice-présidents	: GODFREY Wilson TEFAATAU Teddy TEROU Pierre TERUHAUNUI Hiomai
Secrétaires généraux	: ROOPINIA Viviane EBB Benjamin
Trésorières générales	: HUNTER Maïna GUILLOUX Vignia

SYNDICAT DE L'HOTELLERIE DE TAHITI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(15 mars 1995)

Secrétaire général	: TAPEA Tu
Secrétaires généraux adjoints	: PAPARA Roger NOUVEAU Eugène
Trésorière générale	: VONGUE Emma
Trésoriers générales adjointes	: TAAVIRI Laïza CHIN TAI CHONG Pierrette
Secrétaire archiviste	: CADOUSTEAU Moïse
Secrétaires archivistes adjoints	: SERRE Norah TEAVAE Tutu
Commissaire aux comptes	: VARO Bernadette
Conseiller juridique	: PENI Heifara
Conseiller technique	: TERINOHORAI Atonia
Assesseurs	: TETAURU Tiave MAHURU Charles

**ASSOCIATION POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT - TE AHO ORA NO MAHAENA**
(Récépissé n° 957-95 MFR/AA du 21 avril 1995)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 15 avril 1995, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, dénommée : Association pour la protection de l'environnement "TE AHO ORA NO MAHAENA".

Cette association a pour but :

- de contribuer, dans l'intérêt des générations présentes et futures :
 - au maintien de la biosphère, du biotope, de la diversité et des équilibres biologiques, des écosystèmes... ;
 - à la protection et à la gestion rationnelle des ressources naturelles ;
 - à la protection des espaces naturels et des paysages ;
 - à la préservation des espèces animales et végétales ;
 - à la sauvegarde du patrimoine culturel ;
- de maintenir et d'améliorer le cadre et la qualité de vie, ainsi que l'équilibre des populations en milieu urbain ou rural, au niveau des archipels ou de chaque île de la Polynésie française ;
- de promouvoir l'aménagement concerté et intégré des espaces et du milieu naturel, ainsi que la gestion équilibrée et durable des ressources naturelles, en vue d'un développement rationnel et harmonieux ;
- de défendre les intérêts juridiques, économiques ou physiques des consommateurs, de les informer sur la qualité des produits distribués et des prestations de services offertes, de dénoncer les pratiques illicites en matière économique, pratiques anti-concurrentielles, fraudes à la consommation, publicités mensongères.

Le siège social est fixé à MAHAENA, P.K. 31,700, chez TEREKA Frédéric, Polynésie française. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration. La ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: ARAPARI Justin
Président	: TAUHIRO Auguste
Vice-président	: TEREKA Frédéric
Secrétaire	: MARCANTONI Florianne
Secrétaire adjointe	: PAOFAI Georgina
Trésorier	: TAHUTINI Bernard
Trésorier adjoint	: ARAPARI Gilles
Assesseurs	: MARCANTONI Joseph TEARIKI Roy LEVY Ioane TEREKA Lucie TEARIKI Yamila

ASSOCIATION JEUNESSE TAHITI ITI

(Récépissé n° 95-1091 MFR/AA du 10 mai 1995)

Extraits de statuts

Il a été formé le 22 avril 1995, entre les soussignés et toute autre personne adhérent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts.

L'association a pour objet de réunir tous les jeunes de la presqu'île dans le but de développer des performances culturelles, physiques et morales.

L'association prend la dénomination de "Jeunesse Tahiti Iti".

Le siège de l'association est fixé à Taravao, P.K. 58,8, côté mer. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du conseil d'administration.

La durée de l'association est indéterminée, elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: MOUX Yasmina
Vice-présidente	: JUVENTIN Patricia
Secrétaire	: MAUEAU Renata
Secrétaire adjoint	: GAUTHEUR Jean-Yves
Trésorière	: HAASS Rosa
Trésorière adjointe	: VIVISH Henriette

ASSOCIATION DES AGRICULTEURS TE OHU

(Récépissé n° 95-1142 MFR/AA du 16 mai 1995)

Extraits de statuts

L'association, dite Association des agriculteurs "TE OHU", fondée le 9 avril 1995, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet : rassembler les agriculteurs, améliorer nos cultures, promouvoir nos produits (expositions agricoles, etc.), défendre nos biens propres, les locataires lors de litiges auprès de l'administration, former nos membres.

Elle a son siège social à Papara, P.K. 36,200, lot AMO, B.P. 12433, PAPARA.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: YAO Jules
Vice-présidente	: BERNARDINO Diana
Secrétaire	: HAOATAI Mathilde
Secrétaire adjointe	: TERIIPAIA Rolande
Trésorier	: BERNARD Robert
Trésorier adjoint	: TERIITAOHIA David

ASSOCIATION ARTISANALE TE AROHA NUI (Récepissé n° 95-1124 MFR/AA du 12 mai 1995)

Extraits de statuts

L'association, dite "TE AROHA NUI", fondée le 10 mai 1995, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet l'artisanat et l'animation musicale, etc.

Elle a son siège social à FAA'A, quartier Mai Gervais.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: PATER Cecilia
Vice-présidente	: TEIHOTU Eugénie
Secrétaire	: MANATE Angèle
Secrétaire adjoint	: MAUFENE Victor
Trésorier	: PATER Valentino
Trésorière adjointe	: NORDHOFF Joséphine

SYNDICAT DE LA MANUTENTION PORTUAIRE SAT NUI c/o U.S.A.T.P.-F.O.

(Récepissé n° 521 IT/SCT/av du 10 avril 1995)

Extraits de statuts

Il est formé entre les travailleurs salariés adhérant aux présents statuts un syndicat ayant pour titre : SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE LA MANUTENTION PORTUAIRE SAT NUI / U.S.A.T.P.-F.O.

Le syndicat a pour but :

- 1°) de resserrer les liens de solidarité entre les travailleurs de l'entreprise, de les rassembler en une force de proposition et de concertation face à l'employeur ;
- 2°) d'assurer la défense de leurs intérêts moraux, matériels et professionnels, en justice et devant toutes commissions ;
- 3°) d'étudier toutes questions susceptibles d'améliorer les conditions de travail dans l'entreprise ;
- 4°) de mettre à la disposition de ses membres tous les moyens d'information et d'éducation qui leur sont utiles en vue du développement de leurs connaissances tant professionnelles qu'économiques ;

5°) de leur faire prendre conscience de la place qu'ils occupent dans l'entreprise et au sein de la collectivité territoriale.

La durée du syndicat est illimitée.

Son siège social est fixé à Papeete, ancien immeuble de la C.P.S., maison des syndicats.

COMPOSITION DU BUREAU :

Secrétaire général	: APO Daniel
Secrétaire générale adjointe	: STEIN Corinne
Trésorier général	: CHEBRET Christian
Trésorière générale adjointe	: OTI Henriette
Assesseurs	: MAI Bruno DOMINGO Nicolas TEINAURI Lucien BARFF Henri GRAFFE Georges

ASSOCIATION LES GROGNARDS DU PACIFIQUE

(Récepissé n° 95-1047 MFR/AA du 3 mai 1995)

Extraits de statuts

L'association dite "Les Grognards du Pacifique", fondée le 23 juillet 1994 est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet principal de pratiquer et développer le jeu de simulation historique avec figurines en Polynésie française.

Son siège social est à FAAA, lotissement Socrédo, PAMATAI, B.P. 21.336, Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BARTOLO Jean-Marc
Vice-président	: JOSSERAND Patrice
Secrétaire	: TOROMONA Michaël
Trésorier	: FARGUES Dominique
Trésorier adjoint	: DUCREUX Yves

ASSOCIATION ECOLOGISTE POUR LA DEFENSE DE RAIYAVAE

(Récepissé n° 95-1117 MFR/AA du 12 mai 1995)

Extraits de statuts

L'assemblée générale, réunissant les 3 paroisses de l'E.E.P.F. de Raiyavae, le 1er octobre 1994, a créé "l'Association écologiste pour la défense de Raiyavae".

L'association a son siège à Anatonu. Ce siège peut être transféré dans une autre commune associée sur la demande de son bureau directeur.

Sa durée est illimitée.

L'association a pour but de mettre sur pied tous les moyens nécessaires pour la sauvegarde et la protection de l'environnement de notre petite île qu'est Raivavae :

- 1°) protection de la nature ;
- 2°) protection de la mer ;
- 3°) protection des ressources agricoles ;
- 4°) protection des ressources marines.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	FLORES Sablan
Vice-président	:	TIARII Hapa
Secrétaire	:	TETUAMANUHIRI Temani
Secrétaire adjoint	:	TEVAATUA Taaroa
Trésorier	:	TUMARAE Tearii
Trésorier adjoint	:	TEHAHE Tenanaha
Assesseurs	:	TEIPOARII Rahai MANAIA Témauri OPETA Teriinui PUTA Tinirau TUMARAE Grégoire OPUTU Tetuaura

ASSOCIATION SPORTIVE RIMA HOTU

(Récépissé n° 95-1074 MFR/AA du 12 mai 1995)

Extraits de statuts

L'association, dite "RIMA HOTU", fondée le 23 avril 1995, a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique de la pétanque ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à PAPETOAI, MOOREA, face marina. Il pourra être transféré par simple décision du comité directeur, la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	MAURI Tapu
Président	:	MAURI Riro
Vice-président	:	TANERII Stelio
Secrétaire	:	MAURI Cristina
Secrétaire adjointe	:	FAATOA Miriama
Trésorière	:	TUREREARII Anita
Trésorière adjointe	:	PANG FAT Mireille
Assesseurs	:	MERVIN Tetua TEREVAURA Joanna

ASSOCIATION JEUNESSE DE MARAA

(Récépissé n° 95-1100 MFR/AA du 10 mai 1995)

Extraits de statuts

L'association, dite "JEUNESSE DE MARA'A", fondée le 1er mai 1995, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

L'association a pour but :

- d'organiser des rencontres coutumières et sportives, dites de loisirs, en ne dépassant toutefois pas la limite des manifestations sportives (elle s'interdit de participer à toute rencontre de ligue ou de fédération, car ne délivrant aucune licence sportive) ;
- de participer et contribuer à la protection de l'environnement, si le cas se présente.

L'association s'interdit toute discussion aussi bien religieuse que politique.

Le siège de l'association est situé à Paca, P.K. 24,800, côté mer.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TAERO Daniel
Vice-président	:	TARAIHAU Valentino
Secrétaire	:	TAERO Hinano
Secrétaire adjointe	:	WONG Jenny
Trésorier	:	FROGIER Henry
Trésorier adjoint	:	TETUAROHA Heimata

ASSOCIATION TAMARII RATERE NUI NO PUNAAUIA

(Récépissé n° 95-954 MFR/AA du 21 avril 1995)

Extraits de statuts

L'association, dite "TAMARII RATERE NUI NO PUNAAUIA", fondée le 13 février 1995, a pour objet d'aider les familles démunies et pauvres.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé à PUNAAUIA.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	:	UTIA Teheiuira PANI Jean Denis Rereao
Président	:	BROTHERS Herwin
Vice-président	:	FAATUPUA Marama
Secrétaire	:	PANI Mélanie
Secrétaire adjointe	:	PARAU Andréla
Trésorier	:	TINORUA Daniel
Trésorier adjoint	:	TEMAURI Alphonse
Assesseurs	:	TEEHU Hiro TEEHU Roger TINORUA Jeanine HOPU Tavita YAO Bernard PARAU Ariiparauhia BROTHERS Sophie

LOTO NATIONAL N° 19

Premier tirage du mercredi 10 mai 1995 :

4 8 22 24 25 45

Numéro complémentaire : 49

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros	4	13.909.090
5 bons numéros et numéro complémentaire....	24	1.203.636
5 bons numéros	942	107.181
4 bons numéros	55.041	1.927
3 bons numéros	1.017.840	145

Deuxième tirage du mercredi 10 mai 1995 :

5 7 36 39 40 48

Numéro complémentaire : 22

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 20 F CFP)
6 bons numéros	2	136.733.545
5 bons numéros et numéro complémentaire....	16	1.663.363
5 bons numéros	583	157.454
4 bons numéros	36.887	2.654
3 bons numéros	765.355	181

Premier tirage du samedi 13 mai 1995 :

1 15 16 24 30 47

Numéro complémentaire : 42

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros	1	180.812.363
5 bons numéros et numéro complémentaire....	15	1.165.272
5 bons numéros	397	150.181
4 bons numéros	23.307	3.290
3 bons numéros	474.199	309

Deuxième tirage du samedi 13 mai 1995 :

7 16 19 20 32 37

Numéro complémentaire : 5

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros	2	181.117.545
5 bons numéros et numéro complémentaire....	15	1.126.000
5 bons numéros	524	111.181
4 bons numéros	29.715	2.490
3 bons numéros	547.435	254

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
(liste non limitative)**TARIF DES DOUANES — Edition Juillet 1991**

Prix : 5.750 francs

**TEXTES RELATIFS A L'INTEGRATION
DANS LA FONCTION PUBLIQUE METROPOLITAINE**
(Corps de l'Etat pour l'administration
de la Polynésie française)

Prix : 380 francs

TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

Année 1992

Prix : 1.200 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Recueil de jugements

(1er janvier 1991 — 31 décembre 1991)

Prix : 1.270 francs

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE

Recueil de jugements

(1er janvier 1992 — 31 décembre 1992)

Prix : 1.380 francs

TABLES ANALYTIQUE ET CHRONOLOGIQUE

Année 1993

Prix : 1.290 francs

CODE DU TRAVAIL

(J.O.P.F. n° 3 NS du 22 février 1991)

en 3 cahiers

Prix : 720 francs

Prix broché : 1.220 francs

CODE DE L'AMENAGEMENT

Edition 1994

Prix : 2.850 francs

CODE DES INVESTISSEMENTS

Prix : 260 francs

CODE DES MARCHES PUBLICS

Prix : 985 francs